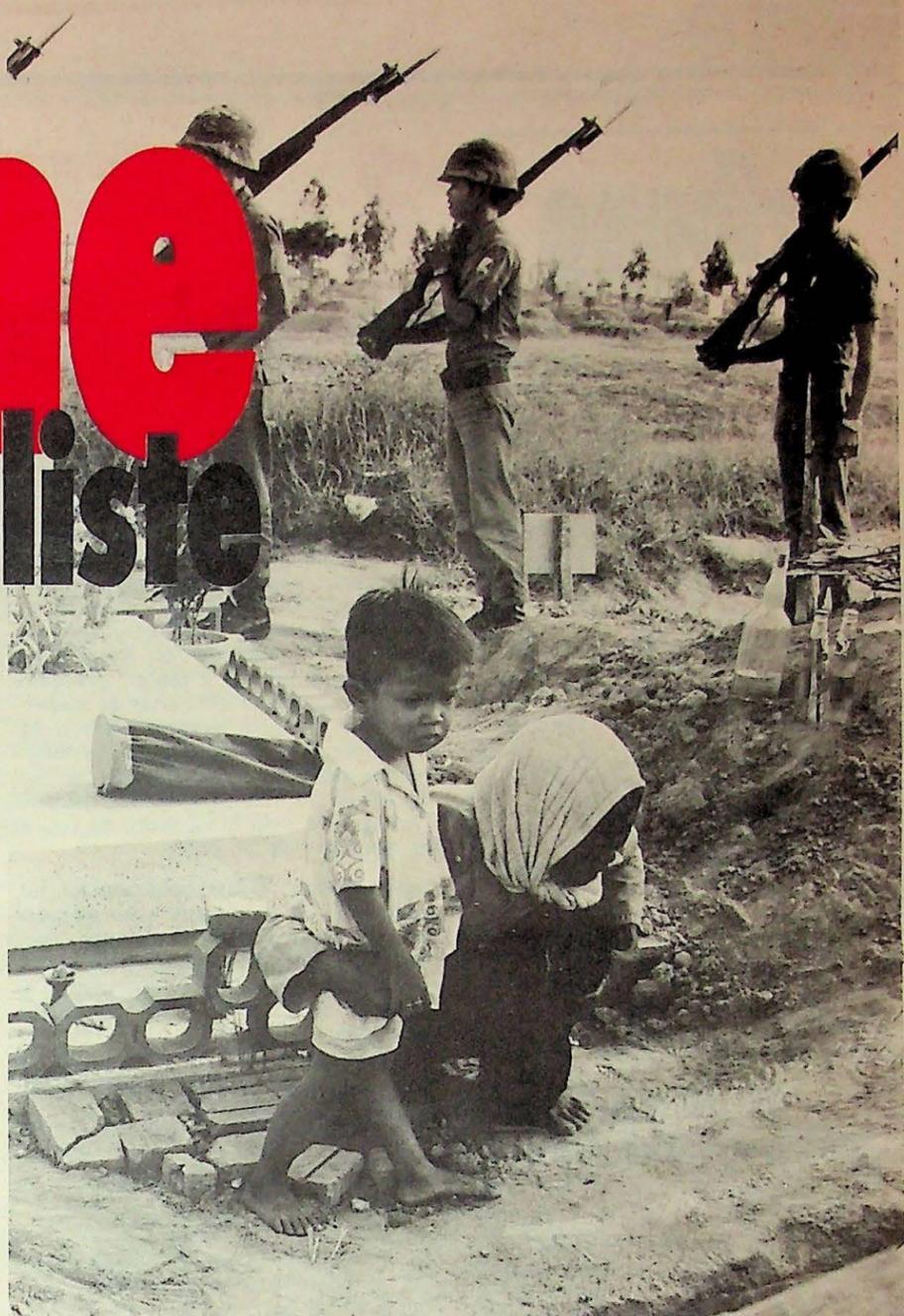


# tribune

PSU

## socialiste



**Viet-Nam :**  
**Un peuple en lutte**  
**depuis 30 ans**



**tribune**  
socialiste  
PSU

Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :  
F. BARBET - BAROU - J. BERTIN - J.-P. CIRET - DOB - B. JAUMONT - Y. LEDU - D. LENEGRE - Th. MORUS - D. NORES - Y. PELISSIER - L. SAINTONGE - E. TEDESCO.

Directeur de la publication : Guy DEGORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15<sup>e</sup>) - 566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Tirage de ce numéro : 25.000 ex.

# 7 JOURS DANS T.S.



■ Voilà trois mois que ça chauffe, que c'est imminent, que c'est pour demain, pour après-demain, pour le jour de l'élection américaine, pour le 1<sup>er</sup> novembre, pour le 15, pour le 28, pour Noël, pour la fête du Têt. Reste juste quelques brouilles à régler, quelques virgules, quelques difficultés de traduction. Le prochain voyage du bon M. Kissinger, ce sera pour sabler le champagne, parce que son patron, le bon M. Nixon veut la paix, il l'a promis, il l'a juré, croix de bois, croix de fer, si je mens je vais en enfer.

Réélu, Nixon. Quatre ans devant lui, tranquille. La paix peut bien attendre un peu. Faut prendre son temps, pauvre. On n'est pas à quelques centaines de morts en plus ou en moins. Encore un aller-retour Paris-Washington mon cher Le Duc Tho, histoire de faire lire tout ça à Richard, vous savez ce que c'est, l'œil du maître, une formalité, quoi.

■ Les salauds. Dans la presse de ce matin, mardi 19 décembre, il n'est plus question de paix, ni même de cessez-le-feu : c'est la guerre qui reprend tous ses droits, cette guerre dont on a essayé de nous faire croire qu'elle s'était pratiquement arrêtée. « Nixon décidé à faire céder Hanoi coûte que coûte », titre « Le Figaro », qui explique que ce pauvre brave homme de Nixon, « amer, furieux, laisse libre cours à sa colère ». Il y croyait, lui, il la voulait, la paix au Vietnam. Et c'est les autres, les Nord-Vietnamiens qui ont tout gâché avec leur intransigeance. Pensez donc : ils continuent à vouloir un seul Vietnam, un seul peuple libre, démocratique, comme le prévoient déjà les accords de Genève en 1954. Impensable : pour Nixon, le Vietnam, c'est le dictateur-fantôme Thieu, cet homme populaire qui bourre les urnes, aimé de son peuple — qu'il déporte, torture et emprisonne, courageux qui offre son corps en rempart au communisme.

C'est clair, le peuple du Vietnam va devoir continuer à se battre, comme

il se bat depuis trente ans avec héroïsme contre un impérialisme aux visages changeants. Nous faisons dans ce numéro un rapide historique de ces trente ans de combat d'un peuple pour sa liberté (p. 8-9) et nous savons bien que plus que jamais il nous faudra prouver notre solidarité active avec le peuple vietnamien, contre l'impérialisme, ses mensonges et ses crimes.

■ C'est aussi la fonction d'un congrès comme celui de Toulouse de nous rappeler que notre combat n'est pas isolé. Les délégués étrangers venus du monde entier nous ont informés à la tribune de la situation dans leur pays, de leurs propres luttes. L'un d'eux, qui devait prendre la parole, n'était pas là. Mahmoud El Hamchari, représentant à Paris de la résistance palestinienne est aujourd'hui sur un lit d'hôpital. Il a été victime, la veille de notre congrès, d'un attentat sioniste (p. 7). Là encore, c'est notre sens de la solidarité qui se trouve brutalement interpellé.

■ D'autant plus que l'attentat dont Mahmoud a été la victime n'est pas un acte isolé. La provocation et la propagande sionistes ont tendance à s'amplifier, depuis Munich, en Europe et en France. Et elles trouvent dans notre pays un terrain trop favorable, une complaisance policière inquiétante, une mentalité encore profondément imprégnée de racisme en général, de racisme anti-arabe en particulier.

En témoigne, entre autres, l'assassinat dans le commissariat de Versailles de Mohammed Diab. Ou la répression singulièrement brutale de la manifestation organisée la semaine dernière au métro Bonne-Nouvelle. Ou l'affaire de l'expulsion de travailleurs immigrés à Valence (p. 11).

■ Dans un pays qui traverse une crise profonde, à la veille d'élections incertaines, la bourgeoisie est amenée à durcir de plus en plus son pouvoir, à accentuer sa répression, à forcer les doses de sa propagande : on assiste, effaré, à la mobilisation de tous les défenseurs de l'ordre moral,

à Beirort, contre un professeur de philosophie qui a parlé du sexe à ses élèves ! A la fureur d'un garde des sceaux obligé de rappeler à l'ordre ses magistrats ! A la diffusion, sur les deux chaînes en même temps pour que nul n'en ignore, d'un film et d'une interview (?) à la gloire du Premier ministre - tellement débiles l'un et l'autre que les journalistes de la télévision se sentent obligés de publier un communiqué pour dégager leur responsabilité !

■ On en est là, jusqu'à se chercher des armes qui se retournent contre ceux qui voulaient les manier : Alain Krivine contre Stasi à la télévision était invité pour faire peur au peuple (p. 5). Non seulement il n'a pas fait peur, mais il a contribué à éclairer la France entière sur l'absurdité d'un régime qui en est réduit à fliquer ses propres flics !

■ Dans ce contexte, notre combat pour un socialisme autogestionnaire prend tout son sens. Il devient urgent que partout nous prenions en main nos propres affaires. Le PSU, dans ce combat, n'est pas isolé. On lira notamment les déclarations faites à Toulouse par les représentants de deux formations proches, les CIC et l'AMR (p. 6). Et les propos d'Edmond Maire devant les journalistes économiques (p. 5).

Mais nous savons bien aussi que la classe ouvrière reste largement attachée à un PCF qui vient de faire, à Saint-Ouen, une nouvelle démonstration de sa force et de sa puissance. Gilbert Hercet a suivi le 20<sup>e</sup> congrès de ce parti qui « tend la main au peuple de France » (p. 4-5).

■ Enfin, parce que nous pensons qu'un révolutionnaire triste est un triste révolutionnaire parce que c'est la tradition, et parce qu'il faut bien rigoler un peu, nous vous offrons en dernière page un conte de Noël parfaitement loufoque « où toute ressemblance avec des personnes ou des faits », etc.

Bernard LANGLOIS ■

## P.S.U. documentation

Vient de paraître :

N° 38-39-40-41 - Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie. Prix : 3,50 F.

Tandis que l'armée accroît son rôle répressif, économique et idéologique (ex. : vente d'armes, service à 18 ans), on voit se développer divers mouvements directement menés contre elle, dans lesquels l'extrême gauche est souvent active : luttes contre l'extension des camps militaires, augmentation du nombre d'objecteurs, procès des objecteurs politiques, luttes dans les casernes elles-mêmes, etc.

Comme tous les PSU documentations, celui-ci est un outil pour tous les militants engagés dans ces luttes, qui rassemble des informations et des analyses pour aider dès maintenant les sections à donner une formation de base aux jeunes appelés. Le parti doit se donner les moyens de soutenir les militants qui sont dans les casernes : c'est une condition de développement d'un travail politique à long terme dans le contingent.

### SOMMAIRE

- 1) Survol historique de l'armée des républicains bourgeois (1871 - 1972).
- 2) Dossier technique sur l'armée.
- 3) Analyse des rôles de l'armée, instrument de l'Etat bourgeois.
- 4) Analyse des différentes luttes contre l'armée :

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F  6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

### Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
9, RUE BORROMEE, PARIS-15<sup>e</sup>

# Les affaires sont les affaires

**L**E commerce marche bien. A la fin de novembre, les Etats-Unis et l'URSS ont conclu l'accord le plus gigantesque de l'Histoire : il y en a pour quelque deux cent cinquante milliards de francs ; les uns fourniront du blé, des biens de consommation, des connaissances techniques, des licences ; les autres du pétrole, du gaz naturel, de l'or. Il est question d'un fantastique aménagement de la Sibérie, d'une mise en valeur commune des deux rives du Pacifique, de la création d'un vaste marché où le Japon prendrait sa place. Les temps ont bien changé depuis que Washington interdisait aux firmes américaines d'exporter leur production vers les pays dits « communistes ». Aujourd'hui, le gouvernement américain a abandonné l'espoir d'asphyxier l'économie soviétique, tout autant que l'URSS a renoncé à renverser le régime capitaliste par les armes comme elle pensait le faire en 1962. Mais l'avenir dira si le communisme ça peut être le GOSPLAN plus le Coca-Cola.

## En douceur

Comme chacun sait, le commerce exige la tranquillité, il s'accommode mal des incertitudes et des querelles, et tout au long de l'année qui s'achève se sont multipliées les négociations pour aplanir les difficultés, régler les conflits, éviter les frictions : Etats-Unis et URSS débattent de leurs stocks d'armes stratégiques pour maintenir leur suprématie militaire sur tous les autres pays, tout en limitant la concurrence entre eux ; la reconnaissance progressive de l'Allemagne de l'Est par Bonn, l'acceptation de la ligne Oder-Neisse comme frontière de l'Allemagne, tout cela règle en douceur des problèmes qui paraissaient insolubles il y a quelques années. Il reste tout de même à définir l'emprise de chacun des Grands sur ce prodigieux marché qu'est l'Europe, et c'est le but de cette curieuse conférence sur la sécurité européenne où Américains et Russes décideront de la défense en Europe, cependant que l'Europe, elle, sera absente, et que les Européens découvriront qu'on leur demande uniquement de mettre leurs forces à la disposition de l'ordre établi.

Dans ce tableau, le pauvre M. Pompidou s'aperçoit qu'il n'est pas le grand homme d'Etat qu'il aurait tant voulu être et que les décisions importantes se prennent sans lui : ses entretiens avec Brejnev ne le consolent pas plus de ses déconvenues avec Nixon que son lamentable « sommet » européen n'a pu le consoler de son référendum manqué.

Il symbolise un capitalisme « français » qui commence à disparaître ; il voudrait être le porte-parole d'un capitalisme « européen » qui n'a aucune existence, et il découvre que le capitalisme international qui s'installe dans les pays d'Europe n'a besoin que de Marcellin et de Debré.

Elle est déjà en place, l'Internationale de la répression, au Lannemezan, où les CRS s'entraînent avec la Guardia Civile de Franco, au Larzac où les troupes britanniques viennent apprendre les techniques de lutte anti-guérilla avant de les appliquer en Irlande ; elle est dans la complicité entre les polices française et espagnole, portugaise, brésilienne, haïtienne. On la retrouve en Amérique latine, au Tchad, en Angola, au Mozambique, au Moyen-Orient, partout où l'on extermine et où on massacre ceux qui se rebellent, partout où l'armée ou la police interviennent pour protéger les intérêts de l'ensemble des firmes capitalistes.

## Le Vietnam

Dans l'arsenal du maintien de l'ordre établi il faut aussi ajouter la presse qui joue son rôle aujourd'hui en ayant l'audace de justifier les bombardements sur Hanoi et Haiphong. Il n'a pas fallu deux mois à Nixon pour conclure un accord sans le signer, s'en servir uniquement pour sa propagande électorale, puis le remettre en cause totalement, et se retrouver dans une situation où il peut, s'il le veut, reprendre pendant quatre ans sa tentative insensée d'exterminer la population vietnamienne et d'anéantir le pays. Dans l'intervalle, il a réussi à donner aux firmes américaines qui produisent des armes les profits des contrats qu'elles avaient signés jusqu'à la fin de 1973 ; il a redonné à Thieu un semblant d'existence, et en tout cas refusé aux Vietnamiens le droit de choisir eux-mêmes leur façon de se gouverner.

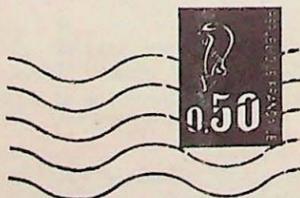
Nixon justifie ainsi les pires craintes que son élection avait suscitées, et les jugements les plus durs qu'on a pu porter sur lui. En lui trouvant des excuses ou des explications, la presse bourgeoise, en France, justifie les pires injures qu'on a pu lui adresser.

Malgré les souffrances qu'ils ont endurées, depuis 25 ans, nos camarades Vietnamiens n'ont rien cédé sur l'essentiel, ils ont refusé la facilité d'un arrêt des combats dans des conditions qui les auraient privés de la victoire qu'ils ont remportée militairement, diplomatiquement, politiquement. Quelle que soit l'évolution de la situation actuelle, la solidarité avec eux et la dénonciation des crimes et les impostures de Nixon resteront pour nous un objectif prioritaire.

## et le Chili

La même presse, les mêmes forces de répression sont intervenues, dans d'autres conditions contre ceux qui luttent au Chili. En 1970, c'est seulement 36 % de l'électorat chilien qui soutenait le gouvernement d'unité populaire et immédiatement, il a trouvé devant lui une formidable coalition de toute la réaction intérieure appuyée par tout le régime capitaliste depuis la CIA jusqu'aux tribunaux français, en passant par les firmes américaines telles que ITT et la Kennecott. Les camarades chiliens ont réussi jusqu'à présent à ne pas être broyés par cette machine et à mobiliser les travailleurs pour la défense des quelques transformations qu'ils ont pu réaliser. Pour les soutenir contre la répression internationale, la solidarité des travailleurs à travers les frontières est nécessaire. C'est de ces pays-là que vient l'espoir pour les travailleurs, de ceux qui refusent la domination où on veut les maintenir et se dressent pour parler de choses étranges qui n'ont pas beaucoup de rapports avec les problèmes importants, les accords commerciaux et la mise en valeur du marché du Pacifique. Des hommes qui parlent de socialisme et du droit de décider eux-mêmes de leur avenir, même si ce n'est pas tout à fait conciliable avec la prospérité des affaires et la tranquillité des grandes puissances.

Bernard JAUMONT



## Une position intenable ?

Je suis sympathisant PSU depuis 68, ce qui se traduit par collage d'affiches, distribution de tracts, pliage de journaux, réunions avec les militants PSU et même candidat (à la demande du PSU) sur une liste commune GAM-PSU. Côté militant, je suis à la CFDT et militant chrétien. Côté fric et abonnement de journaux et revues :

« Témoignage Chrétien », « Frères du Monde », « P.H. », « La Lettre », « Terre des Hommes », « Le Canard »...

« Tribune Socialiste » que je connais par les copains du PSU est tout à fait à mon goût je n'en changerais pas une virgule, même quand vous engueulez la CFDT. Mais voyez-vous, si je m'abonnais à « TS », je prendrais une carte au PSU et ça je ne peux m'y résoudre, je vote PSU les trois quarts du temps (élections : trahison !) mais quand il y a une petite chance de virer les connards qui nous gouvernent, alors pour une fois, surtout quand on a seulement 3 à 5 % du corps électoral, on se fout son petit orgueil de révolutionnaire où je pense, et on fait tout pour aider le programme, même réformiste, de l'union de la gauche. Votre position est intenable. De toute façon, camarades, sur la route pour un socialisme autogestionnaire, je vous adresse mes saluts fraternels.

J.M.D. ■  
(Alfortville)

Tu as de la chance, camarade sympathisant, tu auras droit cette semaine à toute la rubrique courrier, pour toi tout seul ! C'est que ta lettre pose un petit problème qui mérite une longue réponse, ne serait-ce que parce que tu n'es sans doute pas le seul à penser comme ça. Et que cela veut dire que notre position n'a pas encore été assez clairement expliquée.

Je ne parle pas de « TS », bien sûr — encore que si tous les lecteurs qui trouvent le journal « tout à fait à leur goût » renonçaient à s'abonner sous prétexte qu'ils ne sont pas membres du Parti, cela nous poserait des problèmes...

Parlons plutôt des élections : tu crois que ça ne nous ferait pas plaisir à nous, PSU, de « virer les connards qui nous gouvernent » ? Tu penses vraiment que c'est notre « petit orgueil de révolutionnaire » qui motive le choix de notre position ?

Nous aussi nous souhaitons la victoire des forces populaires et c'est précisément parce que nous la souhaitons que nous n'avons pas pu nous rallier à un programme de gouvernement qui ne prépare pas réellement le passage à une société où les travailleurs seront au pouvoir. C'est parce que nous la souhaitons que nous voulons éviter qu'elle s'effrite dans des lendemains qui déchantent, laissant les travailleurs meurtris, déçus, dégoûtés pour 15 ans, et abandonnant le pouvoir à une bourgeoisie plus arrogante que jamais. C'est parce que nous la souhaitons qu'il nous paraît indispensable de renforcer la présence d'une force réellement révolutionnaire sur le flanc gauche de la grande coalition réformiste, qui pourra peser, en cas de victoire électorale, de tout son poids pour l'obliger, cette coalition, aux changements radicaux que réclament et qu'espèrent les masses laborieuses ; et qui pourra aussi, en cas de défaite aux élections, poser à tous, et de façon crédible, les vrais problè-

mes pour les combats futurs.

D'ailleurs, au premier tour, chaque formation de gauche présentera des candidats distincts. Pourquoi pas nous ?

Voter « union de la gauche » au second tour ? Oui, bien sûr, partout où le candidat révolutionnaire n'arrivera pas en tête : nous nous gardons bien de mettre Pompidou et Marchais dans le même sac, ou de prendre Mitterrand et Messmer pour bonnet blanc et blanc bonnet.

Mais être là, solidement là au premier tour. Affirmer notre présence et notre poids. Défendre nos conceptions d'une société réellement socialiste et réellement libre. Crois-moi, camarade. C'est la seule façon d'avancer « sur la route pour un socialisme autogestionnaire ».

B. L. ■

# P.C.F.

## XX<sup>e</sup> congrès



Benoît FRACHON et Georges SEGUY voisinier avec ARAGON...

Le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français avait un objectif essentiel : celui de raffermir le dynamisme des militants dans la période pré-électorale. Le PCF ayant choisi de tout sacrifier à la conquête de la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale par les formations de gauche, il s'agissait qu'il ne manque pas un bouton de guêtre dans la revue des troupes, et que le moral de celles-ci soit à toute épreuve.

De ce point de vue, Georges Marchais a tout lieu de se féliciter : le Congrès « a été un grand et beau Congrès ». Les 1.236 délégués sont repartis dans leurs provinces plus remplis que jamais de ces sentiments de calme, de détermination et d'optimisme conquérant, exaltés dans un discours de clôture par leur (nouveau) secrétaire général. Et plus pénétrés que jamais de la joie, de la fierté d'être communistes. D'appartenir à ce Parti puissant et moderne. Comment en effet ne pas être impressionné par la grandeur du décor de cette salle, par l'ampleur de l'effort financier consenti pour une telle organisation, par la rigueur mise à prévoir et régler le moindre détail ? Un département de l'audio-visuel permettait de voir les dernières réalisations que l'électronique met à la disposition de la propagande militante : circuits intérieurs de télévision, vidéo-cassettes, disques souples, murs d'images, films consacrés aux paysans ou à la campagne « Mieux vivre, changer la vie ». Oui, le PCF est une belle machine, bien huilée et adaptée à son combat ; oui, on comprend l'éblouissement, le légitime contentement des congressistes de Saint-Ouen.

### L'intelligence et le cœur

La joie, la fierté d'être communiste aussi, pour des raisons qui touchent l'intelligence et le cœur. Parce que Jean Ferrat, dont la sono diffuse les chansons pendant les interruptions de séance, est un camarade... Parce qu'au mur on peut voir des tapisseries de Lurçat, de Léger, de Picasso, de Prasinios. Parce que, le discours fort applaudi de Roland Leroy le rappelait, « Paul Vaillant-Couturier, Henri Barbusse, Raymond Lefebvre furent parmi ses créateurs (du PCF). Il compte parmi ses premiers adhérents Anatole France et Erik Satie. De jeunes intellectuels, parmi lesquels Aragon et Eluard, cherchèrent en lui la correspondance philosophique et politique à leur révolte exprimée par le surréalisme. Romain Rolland et tant d'autres, sans rejoindre ses rangs, reconnurent dans le Parti communiste la force essentielle du combat contre le fascisme et la guerre. Et Léger, comme Picasso, Joliot-Curie comme Langevin, Politzer comme Wallon devinrent communistes. »

La satisfaction de voir, à la tribune, Benoit Frachon et Georges Séguy voisinier avec Aragon. La fierté d'appartenir au Parti qui a été l'honneur du mouvement révolutionnaire et l'animateur principal des luttes sociales pen-

dant des décennies. Le contentement visible de côtoyer des hommes — les « camarades dirigeants » — qui ont été dans la clandestinité, dans la Résistance ou dans le syndicalisme au cœur de ces luttes.

### La part de sympathie

Pourquoi un membre du PSU chercherait-il à nier — quelles que soient les divergences graves, profondes, que nous avons avec la direction du PCF sur l'analyse, la stratégie et les objectifs — la part de sympathie qu'il peut avoir pour l'héritage militant du PCF ? Comment ne pas garder à l'esprit que des motivations subjectives se joignent aux raisons objectives pour se situer du même côté du combat de classe contre l'adversaire bourgeois ?

L'adversaire bourgeois, le XX<sup>e</sup> Congrès du PCF a réaffirmé avec force que la meilleure façon de le supplanter est la voie réformiste, électorale, centrée sur une action en direction de toutes les forces antimonopolistes. Et le PCF a multiplié les efforts touchants pour montrer à toutes les couches de la société qu'elles ne doivent pas avoir peur de lui, qu'il est jeune, dynamique, souriant et ouvert.

Le Congrès, de ce point de vue, avait pour mission de renforcer l'image d'un Parti faisant une large place à deux catégories sociales particulières : les jeunes (moyenne d'âge des congressistes : 33 ans) et les femmes, dont un grand nombre d'orateurs ont exalté le rôle éminent dans le Parti (une nouvelle femme entre d'ailleurs au Bureau politique) et dans le combat démocratique. Surtout, le Parti ne veut plus apparaître comme « le Parti de la classe ouvrière » — même si celle-ci reste le « noyau » de la lutte —, mais comme « le Parti du peuple de France ».

C'est l'idéal républicain que le PCF entend récupérer, à l'image de cette poupée, Marianne tricolore et à bonnet phrygien, vendue à la buvette, avec succès, aux congressistes. Garaudy peut, rétrospectivement, bien rigoler. Le bloc historique lui-même tend à se diluer, au profit de « l'union de tout notre peuple », prônée par le rapport de G. Marchais (1). Le même texte explique que « les partis de gauche doivent obtenir le soutien actif et permanent de l'immense masse des travailleurs manuels et intellectuels, de la ville et de la campagne, de toutes les victimes des monopoles capitalistes,

c'est-à-dire de la grande majorité des Français et des Françaises. (...) C'est à ce vaste rassemblement — pouvant aller aujourd'hui, en raison même de la situation du pays, au-delà de ce qu'il fut en 1936 et 1945 — c'est à ce rassemblement que nous proposons de donner le nom d'union populaire. »

Union populaire, tel a été le véritable thème d'incantation de ces cinq journées de Congrès. Point de développement sur la société à construire — tout est dit dans le programme commun —, un seul objectif : l'union, un seul mot d'ordre : l'union qui, comme chacun sait — socialistes et radicaux de gauche l'ont enfin compris — fait la force. Cette union doit donc être réalisée « à tout prix », comme dit encore le rapport Marchais.

Restent deux problèmes : ne pas se laisser « déborder » par les masses en lutte, voire par les militants révolutionnaires. Et ne pas donner prise aux accusations de ceux qui craignent voir instaurer par les communistes un système inspiré de l'URSS. Sur ces deux points, le XX<sup>e</sup> Congrès a réaffirmé en les précisant les positions du PCF.

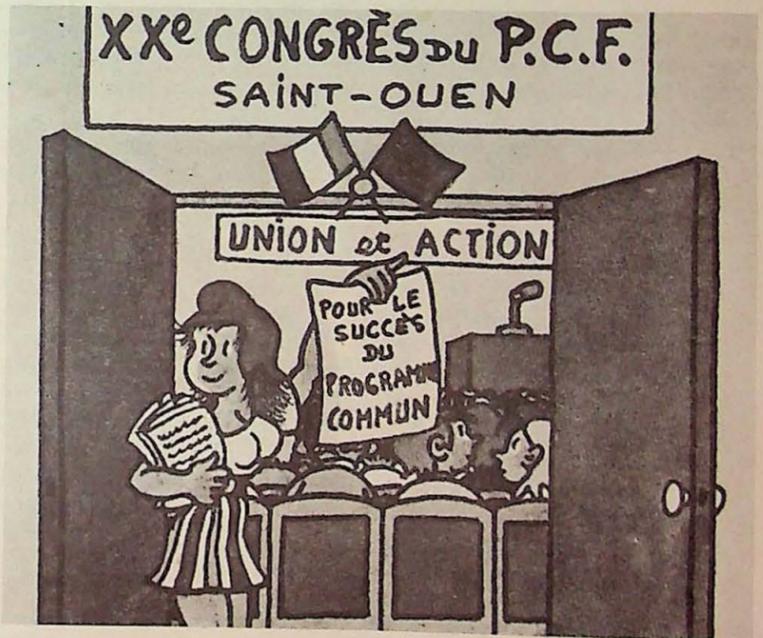
La capacité de « récupération » du PCF s'affirme ainsi une nouvelle fois

tes les corporations, tous les salariés, y compris — dans des formes qui leur sont propres — les juristes, les cadres de la fonction publique, les assistantes sociales. (...)

Ce qui frappe également dans le développement du combat social, c'est le haut niveau de conscience des travailleurs, la maturité dont ils font généralement preuve. Leur capacité à déjouer les pièges du grand patronat et du pouvoir. (...) Je veux enfin mettre l'accent sur une dernière caractéristique importante des luttes populaires : débordant des questions catégorielles, elles portent aussi maintenant sur des grands problèmes sociaux et nationaux, et sur cette base de larges couches se mettent en mouvement. (...)

Il y a plus : elles tendent — et c'est un phénomène récent — à converger en un seul flot. Elles se regroupent et s'organisent sous un mot d'ordre central : « Nous voulons une nouvelle politique sociale dans tous les domaines ! (...) »

Ainsi, tout montre que nous sommes bien dans une période d'aiguïsement et d'extension des luttes de classes, dans une période de montée du mouvement populaire. »



puisque, tout en stigmatisant « la gesticulation et l'aventurisme gauchistes, qui ne font que le jeu du grand patronat et de leur pouvoir », le rapport présenté par G. Marchais au nom du Comité central note que « l'effondrement des valeurs morales de la bourgeoisie s'accompagne d'une crise profonde de son idéologie. (...) L'ébranlement des structures sociales s'accompagne en effet d'un ébranlement profond des consciences, d'un mouvement sans précédent de remise en cause des vieilles idées forgées par la société d'exploitation. (...) Le socialisme exerce un attrait grandissant. (...) Ce bouleversement des idées est naturellement inséparable du développement des luttes de classes. (...) Les actions revendicatives entraînent des catégories nouvelles de salariés. Elles se caractérisent aussi par une grande combativité, par la diversité des objectifs poursuivis et par leur unité. Si l'augmentation des salaires demeure la revendication fondamentale, des revendications nouvelles concernant les conditions du travail, les droits démocratiques dans l'entreprise prennent de l'importance. Ces luttes touchent pratiquement toutes les branches, tou-

Comme nous le disait un membre du Comité central : « Nous aussi, nous avons réfléchi à ce qui s'est passé en 1968, et depuis 1968. » Moyennant quoi l'objectif proposé au « mouvement populaire » alors que « le socialisme exerce un attrait grandissant », c'est « l'instauration d'une démocratie d'un contenu économique et social avancé ». Le tour est joué !

Sur la nécessité d'une « voie française » vers le socialisme, le XX<sup>e</sup> Congrès a voulu être particulièrement net. Trois phrases d'un discours de G. Marchais — prononcé au Palais des Sports, au cours d'une soirée organisée, pendant le Congrès, pour fêter le cinquantenaire de l'URSS — résumant bien de nombreux développements entendus à la tribune : « Il ne peut y avoir, il n'y a pas de « modèle » de socialisme que l'on pourrait transposer d'un pays à un autre. (...) Le socialisme ne se décrète pas d'en haut. (...) Il est et ne peut être que la création des masses populaires elles-mêmes. » Roland Leroy était chargé de dire, de même, qu'il n'y a pas de modèle en matière culturelle.

(suite page 5)

# LE PARTI DU PEUPLE DE FRANCE

(suite de la page 4)

Relevons pourtant les habituelles images d'Épinal : une fois de plus, Marchais a assuré sans rire que : « Voilà quarante ans que le chômage a disparu en Union soviétique. Durant ces vingt dernières années où les prix à la consommation ont baissé de 25 %, les salaires des travailleurs ont doublé. (...) Les avantages dont jouissent les travailleurs soviétiques sont en vérité d'une ampleur telle qu'ils modifient radicalement la situation sociale de la masse des travailleurs », etc., et a fait état de développement de l'initiative et de l'activité créatrice à tous les échelons dans la vie sociale et politique soviétique (sic), cependant que R. Leroy, toujours à propos de l'URSS, exaltait la « solidarité avec ceux qui ont développé les bases d'une véritable révolution culturelle » ! C'est un peu comme le traditionnel buste de Lénine en bronze offert au Congrès par le camarade soviétique : on ne sait plus s'il faut en rire ou en pleurer...

Tel nous est donc apparu à Saint-Ouen le Parti communiste français (2) : puissant, riche en forces militantes, électoraliste et réformiste, tout en se souvenant de ses traditions révolutionnaires, soudé dans le combat pour

l'union populaire autour du Programme commun de gouvernement, fidèle au Parti soviétique dans le mouvement communiste international, mais désireux de s'affirmer comme plus français qu'internationaliste. Un militant révolutionnaire, aujourd'hui, ne peut qu'enregistrer combien paraît irréversible le désaccord avec ce PCF, au niveau de la pratique théorique comme de la pratique concrète. Il sait aussi que dans l'immédiat, la lutte électorale qui va s'ouvrir est importante, que le vote prendra à l'évidence une signification de classe et que, dans cette situation concrète, à l'heure où l'espérance unitaire de la classe ouvrière offre de nouvelles perspectives, il faudra tout faire pour affronter l'ennemi commun dans les meilleures conditions, aux côtés de ce Parti communiste, et même s'il est stalinien à l'intérieur et laxiste à l'extérieur.

Gilbert HERCET ■

(1) Significativement, le Congrès a élu comme nouveaux membres du PP un aide-chimiste, un employé et un agrégé de l'Université.

(2) Nous reviendrons dans TS sur les problèmes de l'organisation, du militantisme et de la presse du PCF, tels qu'ils ont été posés à ce XX<sup>e</sup> Congrès.



Jacqueline BAUDRIER vue par CABU.

Je ne connaissais par M. Bernard Stasi. Mais je ne regrette pas d'avoir vu sa tête, et écouté ses propos. Car désormais, s'il prenait par hasard la fantaisie à ce monsieur de me proposer de me prendre en auto-stop, je sais que j'hésiterais à monter dans sa voiture. M. Stasi voulait « changer la politique » : il en a fait du racolage... Cela a commencé avec son film : M. Stasi, député-maire d'Épernay, dénonce la coupure radicale qui isole la politique de la vie, M. Stasi, porte-parole de la majorité dans ce débat, dénonce les cadences infernales et l'abrutissement des transports, M. Stasi, vice-président d'un parti politique — le CDP, vous savez ce que c'est ? — dénonce les idéologies ! Et un coup de griffe à la publicité aliénante, et une chanson de Moustaki ou de Jean Ferrat ! Quelle putasserie : vraiment, M. Stasi, vous manquez de tenue ! Cela a continué avec ses réponses : « on cherche ce qu'il a dit après qu'il a parlé »... Alain Krivine pose à M. Stasi des questions précises ; M. Stasi répond : « Oui, c'est cela. Changeons la politique. Il faut que les hommes s'améliorent, qu'ils se fassent confiance, qu'il n'y ait plus de haine, plus de violence. » Alain Krivine somme M. Stasi de répondre à des accusations graves ; M. Stasi répond : « Oui, c'est cela, les gens veulent être heureux, ils veulent la paix, le calme, d'ailleurs vous savez, mon rôle à l'Assemblée est peut-être inefficace, mais mes électeurs viennent me voir dans mes permanences à Épernay, à Montmirail, c'est cela la démocratie. » Vraiment, M. Stasi, vous manquez de tenue ! Alain Krivine a marqué trois très gros points : par ses accusations graves, précises, étayées par des documents produits

## à armes égales LE LOUP DANS LA BERGERIE

Bernard Langlois, lors de la brève apparition qu'il a faite dans le film de Krivine pour rappeler comment il avait été licencié de l'ORTF, s'était montré bon prophète : Alain Krivine a dominé, politiquement et intellectuellement, son adversaire.

devant des millions de téléspectateurs, il a contraint le porte-parole du pouvoir à abandonner son discours démagogique sur la violence et les barricades, sur les voitures brûlées, pour porter le fer sur le terrain de l'adversaire et là, Stasi s'est dérobé : il a répondu par des entourloupettes, sur le thème, « la preuve qu'on est en démocratie c'est que vous pouvez accuser la police » (air connu). Il est à espérer que la chanson n'endort plus. Et quoi qu'il en soit, M. Marcellin doit maintenant répondre. Ensuite, sur le problème des élections : la fraude à la Réunion, les découpages artificiels, sur lesquels Stasi n'avait rien à dire. Le discrédit du Parlement enfin, dont le prétendu « jeune loup » de la majorité offrait une bien piètre image...

Si le film de Krivine (et parfois son ton) était parfois par trop intellectuel et donnait dans le cours magistral de marxisme, celui du député-maire d'Épernay l'était encore davantage. L'utilisation, à la fois filmée et orale, prenant soin d'éviter soigneusement des diverses chausse-trappes qui lui étaient tendues, que le dirigeant de la Ligue communiste a fait de la tribune de l'ORTF, a certainement été payante.

Mercredi soir, il était visible que la majorité était sur la défensive. A la fois Krivine et le radical de gauche, malgré tout ce qui les sépare, étaient des battants. Les meneurs de jeu étaient nerveux ; la speakerine a annoncé comme titre « Faut-il lutter pour la justice ? » au lieu de « Faut-il changer la politique ? », trahissant l'embaras de l'ORTF devant le loup introduit dans la bergerie. Sur la question de l'Etat, sur celle du pouvoir, Alain Krivine a montré que la majorité était à battre.

J.-F. M. ■

## Edmond Maire et l'autogestion UNE COINCIDENCE SIGNIFICATIVE

CEUX qui pensaient que la C.F.D.T. céderait à la pression cégétiste, (relayée en sous-main par le parti socialiste) et finirait par s'aligner plus ou moins sur le programme P.C.-P.S., ou simplement se tairait pour ne pas troubler le concert des chœurs du programme commun, en sont pour leurs frais. Edm. Maire, secrétaire général de la centrale du Square Montholon, a en effet mis les pieds dans le plat, avec une netteté et une précision qui enlèveront toutes leurs illusions aux partisans d'un ralliement. Devant les journalistes économiques, dont il était l'invité le 10 déc.

Edmond Maire a tout à la fois multiplié les critiques du programme commun, précisé les choix de la C.F.D.T. en matière d'autogestion et indiqué l'attitude qu'adopterait cette centrale au cas où la majorité serait battue lors des prochaines élections.

Ce n'est pas un autre type de société que propose le programme P.C.-P.S., a-t-il déclaré en substance puisque, pour l'essentiel, ce programme reste dans le schéma actuel du développement des sociétés capitalistes. Continuer à faire miroiter devant les travailleurs un genre de vie inspiré des comportements des classes privilégiées, en leur donnant l'impression que, petit à petit, ils y arriveront, ce n'est pas du tout préparer le socialisme. « Autre chose est de baser le développement économique sur la perspective de la T.V. en couleur pour la majorité des gens, et autre chose d'assurer à chacun dès à présent la satisfaction des besoins essentiels, qui implique son développement tourné vers la satisfaction prioritaire des con-

sommations collectives : équipements du cadre de vie, prestations sociales, retraites... »

Ce n'est pas non plus préparer un type nouveau de société que de ne pas prendre les moyens de transférer rapidement une grande partie des ressources fiscales de l'Etat aux collectivités locales et régionales, car, sans argent suffisant, celles-ci seront incapables d'avoir les moyens d'une autogestion véritable. Ce n'est pas davantage préparer une société socialiste que de ne pas avoir le courage de dire qu'il faut « augmenter les prélèvements sur les hauts revenus — et non pas seulement — quelques monopoles, car en ne préparant pas les masses à ce choix on s'assure des difficultés certaines pour le moment où il faudra agir. » Edmond Maire a d'ailleurs précisé à ce sujet que c'est cette divergence essentielle qui avait amené la C.F.D.T. à refuser de s'associer aux manifestations organisées par la C.G.T. contre l'injustice fiscale.

Des critiques au programme P.C.-P.S., le secrétaire de la C.F.D.T. en a encore formulé beaucoup d'autres : « il n'est pas vrai qu'on pourra construire tous les logements sociaux prévus sans collectivisation des terrains à bâtir » ; « il n'est pas vrai qu'on pourra améliorer fondamentalement la Sécurité sociale si l'on continue à rémunérer les médecins au rendement (c'est-à-dire à l'acte), sujet sur lequel le programme commun est muet » ; « il n'est pas vrai qu'on pourra modifier radicalement les conditions de vie et de travail si l'on n'augmente pas massivement les transferts », thème sur lequel le programme P.C.-P.S. est fort discret

pour ne pas mécontenter la clientèle des cadres des P.M.E. et des commerçants ; « pour la C.F.D.T. la réduction des inégalités a une importance fondamentale, or le programme commun n'en parle guère »... « Ce n'est pas en

nous alignant sur le programme P.C.-P.S. que nous ferons avancer les choses, a conclu Ed. Maire, mais en montrant comment le courant socialiste autogestionnaire entend les faire aller différemment. »

## Précisions sur l'autogestion

Le Secrétaire général de la C.F.D.T. a alors précisé ce que la C.F.D.T. entendait par autogestion. Reprenant les thèmes essentiels développés dans le numéro spécial de « Syndicalisme » (1) sur l'autogestion, il a rappelé que pour la C.F.D.T., il n'était pas question d'engager une autogestion limitée aux entreprises ou même au secteur économique et qu'il s'agissait bien d'une « autogestion généralisée de la société ».

Ses conditions : « l'appropriation sociale des grands moyens de production et d'échange », « la gestion des entreprises par les travailleurs, des équipements collectifs par les usagers, des collectivités locales, par les habitants et par eux seuls », sans que l'Etat vienne s'en mêler autrement que dans le cadre des grands choix de la planification, « qui doit elle-même être décentralisée au maximum, les conseils d'entreprises et les conseils de quartiers ou de communes réglant directement entre eux toutes les affaires d'intérêt commun : transports, équipements sociaux, sportifs, culturels, etc. ». L'autogestion a souligné Edmond Maire, c'est en effet « les travailleurs réglant

directement leurs affaires, élisant les responsables d'ateliers, décidant collectivement l'organisation du travail et la répartition de ses fruits, dans le respect des choix d'investissements faits par le Plan démocratique, mais sans cette gestion tripartite prévue par le Programme P.C.-P.S. dont l'expérience nous a montré qu'elle était en fait la mainmise de l'Etat sur tout, et pas du tout le libre choix des travailleurs ou des usagers responsables. »

Sur toute une série de points précis, Edmond Maire est allé plus loin, le 10 décembre, que n'avait jamais été, à notre connaissance, la C.F.D.T. « Il faut, a-t-il dit, que les grands moyens d'information, de formation, de culture soient autogérés ; cela veut dire que les journaux soient dirigés par ceux qui les font, l'O.R.T.F. aussi, ainsi que les divers moyens de culture, l'école et ce qui la complète. Ne pas le faire, serait, comme le programme commun, une déviation économique étatique.

(suite page 10)

(1) N° 1.415, novembre - 1,50 F - 26, rue Montholon (9<sup>e</sup>) - Ce numéro de « Syndicalisme » a été analysé dans « TS » du 8 novembre (n° 553).

## Le Bureau National

Michel ROCARD	Secrétaire national	Secteur agricole
Jean LEGARREC	Trésorier national Secrétaire national adjoint	Formation
Robert CHAPUIS	Secrétaire national adjoint	Publications

André BARJONET	Luttes idéologiques
Pierre BOURGUIGNON	Secteur social
Irène CHARAMANDE	Secteur Femmes
Georges CONSTANTIN	Secteur Entreprises
Pascal DORIVAL	Formation
Gérard FERAN	Direction de « Tribune Socialiste »
Christian GUERCHE	Expression publique
Bernard JAUMONT	Action internationale. Armée
Jean LAFRACHE	Coordination grande région parisienne
Daniel LENEGRE	Relations internationales
Alain RANNOU	Organisation. Relations fédérales
Henri SAIGRE	Propagande. Action culturelle
François SOULAGE	Cadre de vie
Basile VOLOKHINE	Relations extérieures

Le secteur enseignement est pris en charge par Bernard RAVENEL

## La Direction Politique Nationale

André Barjonet, Robert Chapuis, Humberto Bathiste, Irène Charamande, Abraham Behar, Charles Cimerman, Alain Beneteau, Jacques Codo, Pierre Bourguignon, Jacques Compère, Jean Berthinier, Georges Constantin, Bernard Billaudot, Yvan Craipeau, François Borella, Jacques Degardin, Daniel Bornier, Alain Desjardin, Claude Boutet, Michel Destot, Georges Boulloud, Pascal Dorival, Pierre Brana, Tony Dreyfus, François Brousse, André Durand, Alain Brune, Albert Dybar, Pierre Bruston, Madeleine Estryn, Jean Bruto, Victor Fay, Odette Cahier, Gérard Féran, Jacques Capet, Jacques Ferlus, Thérèse Carette, Michel Fontès, Martine Frachon, Jacques Lumeau, Victor Fremaux, J.-Pierre Madec, J.-Louis Gass, Abd. Malek, André Garnier, Jean Mallet, Léo Goldberg, Serge Mallet, Jean Gones, Jacques Meunier, Christian Guerche, J.-Pierre Mignard, Pierre Heurtin, Gérard Minet, Guy Husson, Michel Mousel, Bernard Jaumont, Bernard Nectoux, Daniel Juge, Lino Ottogati, Michel de La Fournière, Jean Lafrache, Fabienne Pagès, Claude Lalo, J.-Claude Petitdemange, Christian Lacroix, Paul Pous, Bernard Langlois, Alain Rannou, M.-Christine Lefèvre, Bernard Ravenel, Jean Legarrec, Pierre Régner, Daniel Lenègre, Alain Richard, Maurice Riondel, Robert Rival, Michel Rocard, Baudoin Rochebrune, Charles Romieux, Henri Saigre, Bernard Salgues, René Schulbaum, Philippe Simon, François Soulage, Louis Titos, Alain Vannaire, Jean Verger, Jean Verlhac, Maurice Villegas, Basile Volokhine.

## Les élections à Grenoble

Dès samedi dernier, 16 décembre, le PSU annonçait la candidature de Jean VERLHAC au siège de député de la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Isère (où Pierre MENDES-FRANCE a renoncé à se présenter). Jean VERLHAC, membre de la Direction Politique Nationale du PSU, est aussi maire-adjoint de Grenoble, chargé des questions d'urbanisme. Hormis « Le Figaro », la presse n'a soufflé mot de cette candidature. Oubli d'autant plus fâcheux qu'elle

annonçait trois jours plus tard, celle de Guy NEVACHE, investi par le P.S. après des négociations internes tumultueuses. Deux poids, deux mesures ?

\*\*

Autre candidat PSU à Grenoble, dans la 1<sup>re</sup> circonscription, Georges BOULLLOUD (membre de la DPN - conseiller municipal de Grenoble) qui se présentera contre M. Aimé PAQUET, député sortant R.I.

## MEETING DU PSU

Le 10 Janvier - Mutualité  
à l'occasion de la sortie du manifeste :  
"CONTROLLER AUJOURD'HUI POUR DÉCIDER DEMAIN"

## Intervention de Victor Leduc (C.I.C.)

Chers camarades,

Je suis heureux de pouvoir saluer votre VIII<sup>e</sup> congrès au nom des C.I.C.

Qui sommes-nous ? Pour certains, un groupuscule « droitier », pour d'autres un groupuscule « gauchiste ». Ces épithètes ne nous émeuvent guère. Nous avons milité, et certains d'entre nous militent encore dans un parti où elles sont monnaie courante.

Qui sommes-nous ? Je dirai simplement que nous sommes des communistes partisans d'une véritable unité de lutte pour le socialisme, partisans d'un socialisme qui ne soit pas confisqué par un Etat bureaucratique et d'un parti qui ne soit pas confisqué par un appareil.

C'est la recherche de ce type d'unité et de ce type de socialisme qui explique notre présence ici. Dans la dernière période nous avons noué avec votre parti des liens fraternels. Nous nous sommes retrouvés dans un certain nombre de débats et d'actions communes. Nous avons défini un certain nombre de positions communes sur les problèmes de l'unité et de la lutte pour le socialisme et nous nous rencontrons dans une même aspiration à l'autogestion socialiste.

Ce que j'ai pu suivre de vos travaux me confirme dans cette opinion. J'ai assisté hier à des discussions passionnantes et passionnées dans votre commission sur l'Etat. Les problèmes dont vous discutez : les rapports de l'autogestion et de l'Etat, le type de pouvoir dans la société de transition sont les problèmes mêmes dont nous discutons. Or nous sentons, comme vous,

que sur ces points fondamentaux, un grand effort de clarification s'impose : l'autogestion est une idée qui est en train de s'emparer des masses, mais elle ne deviendra une force réelle que lorsque la clarté sera faite pour tous sur ses conditions économiques, politiques, culturelles.

Camarades, ces discussions, il serait bon, comme votre secrétariat sortant nous y a invités, que nous les poursuivions ensemble. Non seulement au niveau national, mais, partout où cela est possible, à la base. Non seulement pour la discussion, mais aussi pour l'action.

Et nous pensons aussi que le moment est venu de travailler ensemble au regroupement politique de tous les révolutionnaires partisans de l'autogestion socialiste.

Ce regroupement, nous le concevons, non comme une simple addition de forces déjà constituées de votre parti et d'un ou deux groupes, nous ne le concevons pas comme un simple renforcement de l'une des composantes, fût-elle la plus forte. Nous le concevons comme la création d'une force neuve, comme un processus de renouvellement et d'ouverture (...)

Si nous savons nous unir sur une base claire sur l'axe de l'autogestion socialiste il n'est pas interdit de penser que quelque chose sera modifié dans l'actuel rapport des forces au sein du mouvement révolutionnaire, au sein du mouvement ouvrier, et cela, dans l'intérêt de la lutte pour le socialisme.

Camarades, je vous remercie et je souhaite, dans cette perspective, une heureuse conclusion à votre congrès. ■

## Message du bureau exécutif de l'alliance marxiste révolutionnaire

La présence d'une délégation de l'AMR au 8<sup>e</sup> Congrès du P.S.U. a une double signification. Celle d'affirmer la solidarité qui unit, dans les faits, les organisations de la gauche révolutionnaire. Mais au-delà, il est indispensable que cette solidarité devienne, unité d'action, et ce, face aux échéances qui nous attendent tous (...)

L'accord du P.C. et du P.S. autour d'un programme commun de gouvernement va provoquer indirectement de nouveaux affrontements. Les intentions des protagonistes de cette « union populaire » ne sont nullement subversives. Il leur était parfaitement possible, de mobiliser les travailleurs au travers d'un réseau de comités autonomes et démocratiques, mais le P.C. et le P.S. ont décidé de s'en tenir au jeu parlementaire.

Mais au-delà des luttes sociales, le mécontentement des travailleurs s'exprime politiquement avec les moyens qui lui sont pratiquement offerts. C'est dire à quel point la polarisation (électorale) autour de l'union de la gauche n'exprime que très lointainement la polarisation de classe telle qu'elle s'exprime dans les luttes, mais c'est dire aussi à quel point, s'ils comprennent la dynamique de l'unité de la gauche et s'ils savent s'y intégrer grâce à la tactique communiste du Front Unique et du débordement, les révolutionnaires peuvent jouer leur rôle d'avant-garde dans une situation qui peut rapidement évoluer vers une situation d'ouverture révolutionnaire. C'est le sens du mot d'ordre que nous avançons d'un gouvernement des travailleurs sans ministres capitalistes.

C'est que la France est entrée depuis 68 dans une période révolutionnaire c'est-à-dire une période où la crise du capitalisme est profonde, durable et généralisée à tout le système social. Cette crise c'est celle d'un capitalisme entraîné par les premiers développements d'une révolution scientifique et technique qui n'a fait qu'élargir ses contradictions. C'est celle d'un capitalisme qui loin d'avoir retrouvé une nouvelle jeunesse, se survit au travers d'une anarchie qui subsiste, d'une crise monétaire qui se développe, d'une inflation organique, d'un rythme de croissance qui ralentit.

La démocratie bourgeoise se meurt, vidée de son contenu par la disparition progressive des couches petites bourgeoises sur lesquelles elle reposait.

Les structures de reproduction de la vie sociale (école et famille...) sont elles-mêmes touchées : l'idéologie bourgeoise ne parvient plus à dissimuler la réalité aliénante des rapports sociaux.

« En haut on ne peut plus gouverner comme avant, en bas on ne veut plus être gouvernés comme avant. » Cette formule de Lénine correspond bien à la période que nous vivons : c'est une période où la révolution socialiste est possible, et ceci à un moment où la lutte de classe internationale remporte de nouveaux succès contre l'impérialisme. Et c'est pourquoi ceux qui se réclament d'elle, doivent préciser leurs objectifs, leur stratégie et construire l'organisation d'avant-garde, absolument nécessaire pour mener à bien ces tâches.

C'est pour nous, comme pour vous, autour d'une conception socialiste et révolutionnaire de l'Autogestion que le programme communiste doit être reformulé.

L'autogestion, ce n'est pas seulement la conception d'une république des Conseils de travailleurs, étendus à tous les niveaux et dans tous les domaines ; c'est aussi l'axe d'une stratégie de la prise du pouvoir où les travailleurs étendant, généralisant et défendant le contrôle direct de leur activité productive et sociale, affronteront l'appareil d'Etat, au moment culminant de la crise révolutionnaire, marquée, comme Mai 68 l'a fait pressentir, par un double pouvoir dont le contenu sera celui de la grève nationale autogestionnaire (...)

C'est autour de l'autogestion socialiste que peut, selon nous, se restructurer le mouvement ouvrier, et se construire ainsi une organisation politique de l'avant-garde, un parti révolutionnaire, dont la conception même, notamment en ce qui concerne ses rapports avec le mouvement et l'organisation autonome des masses doit être reformulée à la lumière de l'Autogestion.

Une telle organisation, ne peut se construire qu'à partir d'une rupture réelle avec le réformisme et le stalinisme.

S'engager à la construire c'est aussi aller vite et loin dans l'unification des forces révolutionnaires, à commencer par celles qui se réclament de l'autogestion socialiste.

A cela l'Alliance Marxiste Révolutionnaire est prête !

Notre présence à ce Congrès est un appel à ce que le P.S.U. mais aussi d'autres forces s'engagent résolument dans ce sens.

# SOLIDAIRES...

## Une présence internationale combattante



Situer son propre combat dans le contexte international, se rappeler que partout dans le monde des hommes se battent, parfois l'arme au poing, contre l'impérialisme, c'est là aussi le rôle d'un Congrès et le sens de la présence fraternelle parmi nous à Toulouse des délégations étrangères. Daniel Lenègre raconte ce que fut cet aspect international du VIII<sup>e</sup> Congrès du PSU.

LORSQU'A la fin de l'intervention de notre camarade Medhi Alaoui, représentant l'UNFP marocaine, tous les délégués se levèrent pour entonner l'« Internationale », à l'invitation de Barjonet qui présidait la séance, nous avons tous eu le sentiment d'avoir vécu un congrès exceptionnel sur le plan de la participation des mouvements étrangers.

Non pas tant par le nombre des intervenants — dans un congrès, c'est un peu la course contre la montre, et l'on est souvent obligé de renoncer à une intervention pour tenir les délais —, mais par le caractère de leur présence et la qualité des interventions : parmi les présents, peu de partis officiellement au pouvoir (qui s'en étonnera ?), sauf le FLN algérien, mais très souvent, des partis clandestins, engagés dans la lutte armée sans merci contre l'impérialisme : Front de Libération nationale du Tchad (FROLINAT), Front de Libération de l'Erythrée et Forces populaires érythréennes, Front populaire d'Oman et du golfe Arabique, par exemple.

Des représentants de pays qui ont choisi de marcher vers le socialisme et qui sont en butte aux menées de l'impérialisme international : Tanzanie (une conseillère de l'ambassade, Mme Danieli, était présente), Algérie, Yémen. Des délégués dont la présence revêtait, compte tenu de l'adoption du Manifeste centré sur l'autogestion, une signification particulière : Dragan Vusisevic, de l'ambassade de Yougoslavie, le camarade Pino Ferraris, du Parti d'Unité prolétarienne italien ; Andrée Hoyles, de l'Institute for worker's control (IWC) de Grande-Bretagne, dont un des dirigeants, Ken Fleet, a été interviewé dans « TS » des deux semaines dernières.

Enfin, coiffé de son turban et le poing levé pour terminer son discours, le camarade Sanghera, représentant à la fois les travailleurs indiens en Grande-Bretagne et le parti marxiste-léniniste indien : il était venu nous parler des luttes de travailleurs immigrés en Angleterre pour qui l'entrée dans l'Europe ne signifie pas pour autant le retour de l'âge d'or...

Tous ces camarades étrangers, engagés dans des luttes extrêmement dures contre le capitalisme et son visage international : l'impérialisme, sous quelque masque qu'il se présente (du pillage des richesses pétrolières du golfe Arabique au massacre systématique du peuple érythréen, en passant par les prétendus accords militaires franco-tchadiens qui organisent en fait la répression de tous les mouvements populaires au Tchad) étaient des combattants. Ce Congrès n'était pas pour eux celui de la complaisance et du tourisme, mais celui de la dénonciation et de la lutte.

Constamment présents lors des débats du congrès, les délégués étrangers ont pris une matinée pour visiter l'Occi-

danie : ils avaient exprimé le désir de rencontrer des militants locaux, si possible sur leurs lieux de travail. Des raisons de calendrier (il s'agissait du week-end), et surtout de sécurité, ont fait que cela n'a été que partiellement possible. Mais ce qui nous a frappés, c'est leur soif d'informations sur la situation politique française et le PSU

Le Congrès a réservé à ces délégués étrangers un accueil chaleureux, fraternel, parfois triomphal. Qu'il soit d'ailleurs permis, d'un mot, de remercier ici les camarades de Toulouse qui ont mis leur sens de l'organisation (notamment en matière de sécurité pour notre camarade tchadien, en particulier), une bonne volonté à toute

Dans l'enthousiasme, le Congrès a voté des motions de solidarité aux mouvements présents. Bernard Jaumont a lu, à la tribune, tous les messages reçus, saluant notre Congrès et la lutte commune menée contre l'impérialisme. Parmi ces messages, celui des camarades du FNL vietnamien, empêchés de venir du fait des négociations en cours, et auxquels une motion de soutien total a été votée dans l'instant par un Congrès unanime.

Ceux (on ne peut les citer tous, car ils étaient très nombreux) du Front de Libération de la Côte des Somalis, du FRELIMO (Mozambique), du Front socialiste unifié belge, du PCI italien, de la Ligue des Communistes yougoslaves, de l'Union des Etudiants vietnamiens de France, de nos camarades socialistes norvégiens, du Parti démocratique de Guinée, en la personne de Sekou-Touré, du camarade Pompeo Marques, du MAS vénézuélien (scission majoritaire du PC vénézuélien)...

Les Jung Socialisten du SPD allemand avaient aussi tenu à nous assurer de leur soutien, ainsi que l'Union des Travailleurs réunionnais, le MOLINACO (Mouvement de Libération nationale des Comores)... Le « Manifesto » italien avait délégué un observateur, achevant de donner à notre Congrès une dimension européenne, autant qu'internationale au sens large.

Pourtant, enthousiaste unanimement jusque-là, notre Congrès a été frappé aussi d'une intense émotion lorsque l'annonce a été faite de l'attentat contre notre ami Mahmoud El Hamchari, délégué de l'OLP en France (voir article ci-dessous).

\*  
\*\*

A l'image de nos camarades étrangers, le PSU est aussi un parti de combattants, et ce congrès l'a montré uni dans sa condamnation de l'impérialisme et sa marche vers un socialisme autogestionnaire. Car, comme le déclarait le camarade Nacer Bougalem, du FLN algérien : « Nous sommes fermement convaincus que seule la voie révolutionnaire est susceptible de mettre fin à l'exploitation et de garantir le plein épanouissement de tous les hommes... »

« A l'heure où l'impérialisme redouble d'agressivité, il est impérieux pour les forces révolutionnaires de faire un front commun et de consolider ce front car votre lutte pour la transformation de la société française, contre le système bourgeois capitaliste, comme la nôtre pour la récupération de nos richesses SONT COMPLEMENTAIRES, comme le sont les luttes de ceux qui combattent les armes à la main, qu'ils soient présents dans cette salle ou retenus sur des lits d'hôpitaux ou devant les tables de négociation. »

Est-il besoin de dire que cette analyse est la nôtre ?

Daniel LENEGRE ■

### Une curieuse impunité

Vendredi 8 décembre au soir, alors que de nombreux congressistes arrivaient à Toulouse, une bombe a explosé au domicile de Mahmoud El Hamchari, délégué de l'OLP à Paris. L'origine de cet attentat criminel ne fait aucun doute, et pourtant l'enquête policière n'a encore donné lieu à aucun résultat rendu public. Mahmoud El Hamchari, lui, se débat avec la mort sur un lit d'hôpital, et ses assassins courent toujours.

Cet attentat s'inscrit comme la suite logique d'une série de gestes criminels, (attentat contre la librairie Palestine, agression sioniste à la Conférence des Jeunes d'Europe et des Pays Arabes), perpétrés par les terroristes sionistes, qui paraissent jouir d'une curieuse impunité sur notre territoire, tandis que les travailleurs algériens par exemple sont chaque jour victimes de brimades, de vexations, quand ce n'est pas d'assassinats purs et simples de la part de la police française (Versailles).

Michel Rocard a posé à ce sujet au Premier ministre une question écrite.

Mahmoud El Hamchari devait se rendre, comme délégué de l'OLP à notre VIII<sup>e</sup> Congrès. Sa présence devait être l'occasion de concrétiser notre solidarité avec la cause de la révolution palestinienne. L'annonce de l'attentat commis contre lui a suscité l'indignation des congressistes, qui ont immédiatement voté la motion suivante :

« Le VIII<sup>e</sup> Congrès du PSU réuni à Toulouse du 9 au 11 décembre 1972, exprime son indignation devant l'incapa-

cité dont font preuve les autorités françaises face à l'escalade du terrorisme sioniste en France.

« Après l'attentat contre la librairie Palestine, après l'agression d'un commando fasciste contre la Conférence des Mouvements Politiques des Jeunes d'Europe et des Pays Arabes, c'est notre camarade Mahmoud El Hamchari qui vient d'être victime d'un attentat criminel à son domicile parisien.

« Mahmoud El Hamchari, délégué en France de l'Organisation de Libération de la Palestine, devait représenter la Résistance Palestinienne au VIII<sup>e</sup> Congrès du PSU. Le Congrès exige que les autorités françaises prennent leurs responsabilités dans la recherche et le châtiement des auteurs de ces agressions et mandate le Bureau National pour prendre toutes les initiatives politiques et pratiques visant à empêcher le développement du terrorisme sioniste en France.

« Le VIII<sup>e</sup> Congrès du PSU réaffirme sa solidarité totale avec la Résistance Palestinienne dans son combat contre l'Etat sioniste d'Israël, la réaction arabe et l'impérialisme américain. Il appuie les justes revendications du peuple palestinien dans sa lutte pour la création d'une Palestine libre, laïque et démocratique. Il réclame la libération des patriotes palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, et dénonce le rôle réactionnaire du fantoche jordanien Hussein, allié objectif d'Israël.

« Le VIII<sup>e</sup> Congrès du PSU tient à assurer le camarade Mahmoud El Hamchari de sa fraternelle sympathie. »

en particulier ; c'est leur volonté de nous aider à comprendre la situation politique chez eux et à l'analyser en commun.

Les discussions avec les camarades du FLN algérien ont, à cet égard, été particulièrement passionnantes. Elles se sont poursuivies fort avant dans la nuit, lorsque le travail en commissions (ouvertes aux délégués internationaux) ne nous requérait pas, les uns et les autres.

Entre militants — nos camarades étrangers étaient des militants, pas des notables —, on s'est compris, on s'est appréciés, on a surtout pris date pour la suite des événements. Des divergences d'analyse ? Il y en avait certes, mais dont la confrontation a pu faire avancer la réflexion internationale du Parti.

épreuve, et leur imagination pratique au service combien efficace de nos camarades étrangers.

Nos amis du FLN, avec, à leur tête, Nacer Bougalem, rappelant les liens tissés aux années les plus noires de la révolution algérienne... Notre camarade Yacoub Bissou, du FROLINAT, sur l'intervention duquel « TS » reviendra dans son prochain numéro, en raison de l'éclairage exceptionnel qu'il a sur l'impérialisme français en Afrique.

Notre vieil ami Medhi Alaoui, enfin, clôturant les discours des camarades étrangers et saluant la profonde originalité et le caractère novateur de la réflexion et de la pratique de notre Parti. Et il sait de quoi il parle, Medhi... Il était présent à notre Congrès de fondation, comme devait le rappeler Michel Rocard !

# VIETNAM : un combat depuis trente ans

Ainsi donc, après des mois et des mois de négociations officielles et secrètes; après des semaines de suspense savamment entretenu; après des dizaines de déclarations publiques et d'indiscrétions de couloirs qui toutes laissaient croire à un règlement rapide - et qui apparaissent toutes maintenant comme autant de mensonges - Nixon, réélu pour quatre ans, jette le masque et remise Kissinger au magasin des accessoires. De nouveau les bombes, de nouveau les mines - et la guerre totale pour venir à bout du peuple du Vietnam. Un peuple qui se bat depuis trente ans, dans un combat dont nous rappelons ici les principales étapes, et qui a plus que jamais besoin de notre entière solidarité.

La Chine qui vient de s'ouvrir au marché capitaliste connaît de graves difficultés d'approvisionnement en riz; le Vietnam, après la plus longue guerre contemporaine, a une bonne récolte. Pourtant, les bombardiers US n'avaient jamais autant lâché de bombes. C'est là une des réalités les plus significatives de cette guerre, qui connaît aujourd'hui un nouveau tournant.

## La fin d'une colonie

En août 1945, les maquisards du Nord, commandés par Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap qui, depuis cinq ans, organisaient la guérilla, tandis que l'invasion japonaise chassait le pouvoir colonial français, s'emparent d'Hanoï, Hué et Saïgon. Ils proclament, le 2 septembre, la République indépendante du Vietnam, avec Ho Chi Minh pour président.

Dès le 23 septembre, des commandos franco-anglais chassent les guérilleros de Saïgon et du Sud. Au Nord, les représentants de De Gaulle (Sainteny, Leclerc) négocient avec le Vietnam. Le 6 mars 1946, la France reconnaît que le Vietnam est un Etat libre « au sein de la fédération indochinoise » pendant qu'à Saïgon elle crée une « République de Cochinchine ». La création de ce protectorat français du Sud, son occupation par des contingents français va rapidement entraîner les hostilités.

L'armée française bombarde Haiphong : il y a six mille morts civils. Le 19 décembre commence la guerre entre la France et les Vietnamiens. De 1946 à 1948 se développe donc la guerre coloniale. A partir du 5 juin 1948 est créé l'Etat du Vietnam au sein de l'Union Française, avec l'empereur Bao Dai come chef d'Etat. La France tente alors de transformer la guerre coloniale en guerre civile. Cela va durer jusqu'en 1954.

Le signe de cette guerre, c'est déjà l'anticommunisme. La Chine Populaire est née en octobre 1949 et du côté de Truman aux Etats-Unis on s'agite. En effet, en janvier 1950, la République démocratique du Vietnam naît au Nord, reconnue par Pékin et Moscou. Washington soutient donc Bao Dai et signe avec lui et la France, en décembre, un accord d'aide militaire et financière. Il faut s'opposer à la rébellion communiste et tenir compte de l'existence en Asie du Sud-Est de l'étain et du caoutchouc (Indonésie et Malaisie), mais aussi du pétrole, diront, en 1952, les stratèges US. Leur attitude se résume bien dans cette formule du sinistre John F. Dulles : « Les Etats-Unis n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. »

Si les USA ne se jettent pas dans la guerre malgré

les appels de Bidault, c'est qu'ils attendent que la France ait dégagé le terrain.

Après quatre ans de combats contre un ennemi insaisissable, les Français sont écrasés à Dien Bien Phu (déc. 53).

La conférence de Genève sur l'Indochine consacre la défaite française. Y participent du 8 mai au 21 juillet : la G.-B., l'URSS, la Chine, la France, le Laos, le Cambodge, la zone sud, la RDV et les USA. Les accords signés prévoient :

1. Le partage le long du 17<sup>e</sup> parallèle entre le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam.
2. La limitation des bases militaires étrangères, le blocage des armements et la limitation du personnel militaire.
3. Des élections générales avant le 20 juillet 1956 pour aboutir à la réunification du Nord et du Sud.
4. L'établissement d'une commission internationale de contrôle pour superviser le respect des accords. Si le Vietnamien Pham Van Dong, le Français Mendès-France, le Soviétique Molotov et l'Anglais Eden signent cet accord, les Américains et leur fantoche Ngo Dinh Diem (nouveau chef de gouvernement désigné au sud par les USA) le refusent.

De 1954 à 1956, les corps expéditionnaires français vont se retirer pour se réinstaller aussitôt dans une autre guerre : celle d'Algérie. Les engagements pris par la France quant à la limitation des bases militaires sont immédiatement bafoués par Diem et les USA avec la complicité des gouvernements de Mollet et Edgar Faure.

## De l'un à l'autre

La France passe donc la main. Pour les USA et Diem, il faut sauver le Sud de la « menace communiste ». L'unité nationale ne veut rien dire pour la dictature diémiste. L'armée et la police commencent l'épuration au Sud avec l'appui des conseillers US envoyés par Eisenhower dès janvier 1955. Les dirigeants militaires et politiques vietminh se sont repliés au Nord où se construit le socialisme. En attendant les élections et la réunification, les geôles de Diem se remplissent : des dizaines de milliers de personnes sont incarcérées en 1955. La résistance à cette répression va commencer au Sud. Il s'agit de combattre les experts US qui ont remplacé les colons français mais aussi de remplacer une dictature qui s'appuie sur une bourgeoisie locale composée de grandes familles catholiques et de propriétaires fonciers.

Les maquis se reconstituent dans la plaine de Jongs, sur les hauts-plateaux et dans le Quang-Ngai à la fin de 1958. Au Nord, la CIA sabote les usines.

Diem crée avec les Américains le « comité pour la libération du Nord ».

La lutte politique au Sud ne suffit plus : les forces armées populaires de libération (FAPL) s'organisent. Les villageois attaquent des garnisons et, en janvier 1960, une bataille importante est gagnée contre Diem, dans la province de Ben Tré. En février 1960, un nouveau pas est franchi et les premiers bataillons FAPL sont constitués dans les mois qui suivent.

Au Nord, le III<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs décide la libération du Sud. Lê Duan, ex-maquisard au Sud, devient secrétaire général du parti. En juillet 1959, une bombe explose dans la base militaire de Bien Hoa, tuant les premiers soldats américains. Au Sud, on organise l'autodéfense. Les FAPL deviennent, en décembre 1960, le FNL Front National de Libération, avec, à sa tête, Nguyen Huu Tho et Mme Nguyen Thi Binh. Deux mois plus tard (fév. 61) naît l'armée de libération appuyée par la RDV. Des milliers de paysans quittent les « hameaux stratégiques » créés par Diem et où ils vivaient en quasi-esclavage, pour rejoindre l'armée clandestine. La guerre contre l'impérialisme a commencé. Le régime diémiste s'écroule. Kennedy, qui vient de succéder à Eisenhower, se lance dans la contre-guérilla.

## La chute de Diem

Quand Kennedy arrive au pouvoir, il y a 700 militaires US environ au Sud. Appuyé par Mac Namara, Rostov, Maxwell Taylor et d'autres, il leur adjoint 400 conseillers et des membres des « forces spéciales ». Les commandos CIA au Nord se multiplient. A la fin de 1961, un corps expéditionnaire de 17.000 hommes arrive au Sud. On veut éviter la chute de Diem. On parle déjà de bombarder le Nord alors que quatorze GI's ont été tués dans l'année 1960. Un commandement de l'assistance militaire américaine au Vietnam est créé au début de 1962. Cela n'empêche pas, en janvier 1963, la défaite des troupes du Sud et des Américains à Ap Bac, à 60 km de Saïgon. Le FNL, lui aussi, s'est organisé.

Si l'aviation US a déjà commencé à défolier le Sud, le FNL coordonne action militaire et politique : guérilla paysanne et chars, avions, lance-roquettes. Le Nord l'aide efficacement contre l'agression de plus en plus directe des Américains. Cette agression ne s'arrête pas en effet avec l'écroulement du dictateur Diem. Ce dernier s'est permis, le 8 mai 1963, de faire tirer sur une manifestation bouddhiste à Hué, engendrant les dramatiques suicides de protestation par le feu des bonzes. La politique de plus en plus tyrannique et inconséquente de Diem, le rétrécissement de son appui dans le Sud incitent les USA à chercher un autre alibi à leur présence. Diem et son frère, Nhu, sont assassinés en novembre 1963.

Henry Cabot Lodge, nouvel ambassadeur US à Saïgon, le fait remplacer par des militaires, les généraux Duong Van Minh, Tran Van Dan, Lê Van Kim. Ils parlent trop vite de négociations éventuelles (le FNL a lancé un appel à la concorde le 7 novembre 1963). En janvier 1964, ils sont balayés par la CIA. On leur préfère un certain Nguyen Khanh, qui, à peine arrivé au pouvoir, parle d'envahir le Nord. Sur le terrain, en effet, la progression du FNL et le nombre de villages qu'il contrôle dépasse largement les hameaux stratégiques contrôlés par les forces US et fantoches.

L'année 1964 est un tournant. C'est l'année où les Américains voulant battre le communisme sur tous les fronts : Vietnam, Laos, Cambodge, et sachant que l'approvisionnement en armes et vivres du FNL vient du Nord, par « la piste Ho Chi Minh »,

# te ans un peuple

tentent de détruire le mouvement Pathet Lao, qui aide le FNL. Une seconde guerre se déroule donc dans le même temps au Laos. Les premiers raids aériens commencent au Laos en mai 1964, contre la piste Ho Chi Minh et les populations. Des milliers de réfugiés commencent l'exode sous les bombes.

C'est aussi l'année où J.F. Kennedy est assassiné, Lyndon Johnson lui succède.

Une nouvelle orientation stratégique est donnée à la guerre quand, prenant appui, le 5 août 1964, sur une provocation mise au point par les Américains entre vedettes nord-vietnamiennes et navires US, Johnson ordonne des représailles. Approuvé par le Sénat et le Congrès le 7 août, il fait préparer les bombardements du Nord par une immense accumulation de matériel, de stratèges, de justifications politiques. Les USA prennent le Sud en main. Les premiers bombardements commencent en septembre. En décembre, les unités du FNL s'approchent de Saigon après avoir anéanti deux bataillons gouvernementaux. Les querelles de clans continuent au Sud entre les généraux fantoches.

Les 8 et 11 février, les bombardements des B 52 commencent sur le Nord. Sans déclarations de guerre ni avertissement, le pilonnage va ainsi durer jusqu'à la fin de 1968. Cette entreprise de destruction systématique qui émeut l'opinion mondiale oblige la RDVN à entrer dans la phase de défense anti-aérienne, c'est-à-dire à creuser les abris souterrains, à vivre sous terre.

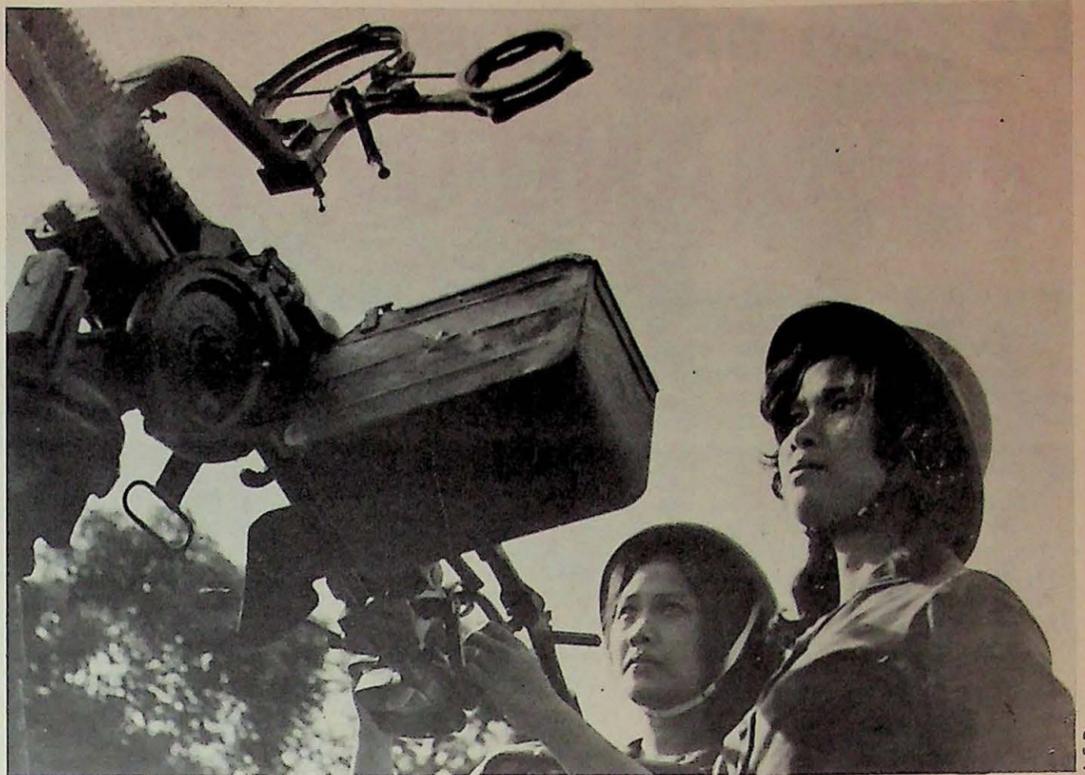
## Les quatre points

Peu après le début des bombardements, le 8 mars 1965, la RDVN, par l'intermédiaire de Pham Van Dong, fait connaître les quatre points qui seront la base de la lutte du peuple vietnamien et des révolutionnaires solidaires de son combat :

- la reconnaissance de la RDVN ;
- le changement de pouvoir à Saigon ;
- l'application du programme du FNL ;
- l'évacuation des forces américaines.

Pourtant, la guerre technologique des Américains va se prolonger. En effet, l'effort du Nord pour le soutien du FNL au Sud va encore s'intensifier. Les opérations de guérilla du FNL exigent de plus en plus de troupes américaines. De juillet 1965 à décembre 1966, 500.000 soldats US sont envoyés au Vietnam. En même temps que les bombes, le napalm et le développement d'une technologie de plus en plus meurtrière, Johnson multiplie des demandes de reddition des Vietnamiens (que la propagande occidentale qualifie de « discours de paix »).

Toute cette période a vu l'horreur du génocide saisir l'opinion internationale. Les témoignages sur la fantastique organisation d'un peuple en lutte dans les villes et les maquis se sont multipliés. Du soutien humanitariste on passe au soutien politique. Le soutien politique, pour les PC occidentaux, signifiait alors la paix à tout prix alors que la contre-offensive vietnamienne se développait de 1966 à 1969. Attaquée par les bombardiers, la RDVN intensifie l'aide au Sud. Westmoreland et ses 500.000 hommes doivent bientôt s'engluer dans une guerre terrestre. Les forces armées sud-vietnamiennes sont dirigées par un nouveau duo : Ky-Thieu, ce dernier ayant été « élu » président après un simulacre de scrutin. On parle déjà de vietnamisation du conflit. Mais c'est en fait la guerre populaire dirigée par Giap qui est vietnamienne. Cette guerre populaire appuyée par du matériel russe et chinois de plus en plus perfectionné épuise l'armée américaine dont les pertes en hommes et



en matériel augmentent sans cesse. Les raids au Nord et la « pacification » au Sud ont échoué. Mac Namara est pessimiste. A la fin de septembre 1967, Johnson en appelle encore à la paix. Hanoi rejette cette hypothèse s'il n'y a pas l'arrêt préalable des raids.

Après la défaite des troupes US sur sa base de Khé Sanh (sur le 17<sup>e</sup> parallèle), les Vietnamiens déclenchent l'offensive du Têt en janvier 68.

## L'offensive du Têt

Westmoreland a 500.000 hommes et l'aide de bataillons sud-vietnamiens, coréens du sud, australiens. Il dispose aussi de la 7<sup>e</sup> Flotte et de bases en Thaïlande.

L'offensive généralisée des forces vietnamiennes va leur permettre d'occuper tout le Sud, les plus grandes villes (dont Hué), d'arriver dans Saigon. Cette offensive du Têt a bénéficié de l'aide des paysans mais aussi d'une partie du prolétariat urbain. Pourtant, la population ne participe pas avec le FNL à la prise du pouvoir. L'offensive militaire a réussi, la victoire politique ne fut pas au bout du fusil. Le FNL connaît un demi-échec, mais « la guerre locale » de Johnson elle aussi a échoué. Mac Namara démissionne.

Le FNL tente une offensive politique en direction des couches moyennes des villes et crée l'Alliance des Forces Nationales démocratiques et de paix qui, en juin 69, formera, avec le FNL, le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP) dirigé par Huynh Tan Phat.

La guerre est-elle finie ? Les troupes US ont largué sur la RDVN 1.200.000 tonnes de bombes par an, tué des dizaines de milliers de patriotes, mais elles n'ont plus de stratégie.

Johnson annonce, le 30 mars 1968, qu'il fait cesser les bombardements au nord du 20<sup>e</sup> parallèle, qu'il offre de négocier sans autre préalable. Le 3 avril, les dirigeants de la RDVN acceptent l'idée d'une conférence de paix. Les premiers négociateurs vietnamiens, Xuan Thuy, Ha Van Lau et leurs camarades commencent les discussions dans l'été 68, alors que les raids reprennent, limités, cette fois, entre le 17<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> parallèle. Ce n'est qu'en octobre qu'ils cesseront définitivement, juste avant l'élection de Nixon.

## Les premières négociations

La négociation à quatre (USA, RDVN, GRP, Saigon) peut commencer alors que le nouveau secrétaire de la Défense de Johnson, Clark Clifford, s'affirme partisan du désengagement des troupes US.

Le premier négociateur américain Harriman a, au tout début de l'administration Nixon, été remplacé par Cabot Lodge. Ce dernier propose à Paris,

le 14 mai 1969, un plan de paix. On a l'impression que la solution va être trouvée. Il va falloir attendre quatre ans encore et des centaines de réunions avenue Kléber ou ailleurs.

Nixon élabore en fait un nouveau prolongement du conflit : « La vietnamisation ». Il veut tenter une ultime manœuvre pour briser l'influence des communistes et du FNL : on appuie l'armée fantoche et on utilise Thieu comme porte-parole du sursaut anticommuniste.

L'armée américaine va alors se retirer progressivement du Vietnam, y laissant seulement des spécialistes chargés d'encadrer une « puissante armée thieuiste » qui mène force répression contre toute opposition, même modérée, au régime du Sud. Jusqu'en mars 70, ce plan semble se dérouler sans anicroches. Le FNL réagit peu et le GRP propose, en mai 69, aux Américains, des élections au Sud sans Thieu ni Ky. Washington refuse. C'est en septembre 69 que meurt Ho Chi Minh, le vieux leader vietnamien. Le Vietnam est calme. On bouge ailleurs.

En mars 70, cherchant de nouvelles bases d'appui dans les régimes fantoches installés au Cambodge et au Laos, les forces américaines et sud-vietnamiennes envahissent ces deux pays mais se heurtent à la résistance des partisans de Sihanouk (les Khmers rouges), du Pathet Lao et des populations laotienne et cambodgienne. Les fronts de libération lao, khmer rouge, FNL et nord-vietnamienne avaient fait leur jonction. Ce fut la guerre des sanctuaires : déroute totale pour les forces fantoches de Thieu, Long Nol et consort.

Par ailleurs, aux USA, le mouvement anti-guerre, appuyé par le retour des jeunes de la guerre, gagne en importance. Il est violemment réprimé en mai 1970. Nixon, qui avait promis la paix lors de son élection, continue la guerre.

## La guerre diplomatique

En juillet 1971, Kissinger rencontre les dirigeants chinois et prépare le voyage de Nixon. Les conférences de l'avenue Kléber se succèdent les unes aux autres sans progrès notable.

Les élections américaines approchent. En janvier 1972, à huit mois de ces élections, les Vietnamiens du Nord et le FNL reprennent l'offensive militaire, mettant en faillite les troupes thieuistes, obligeant ainsi les troupes US à agir à nouveau. En six mois, l'aviation US va déverser 800.000 tonnes de bombes sur les unités de Giap et du FNL. Le bombardement des digues, le minage des ports sont la dernière riposte d'une stratégie qui visait à laisser la place à un régime militaire aux ordres des USA. Le GRP réprécise ses propositions en septembre pour l'existence de deux gouvernements au Vietnam, celui du Sud étant un gouvernement de concorde nationale. La négociation devient la seule issue possible.

Malgré cette évidence, les Etats-Unis s'y refusent encore. Personne ne peut dire aujourd'hui pour combien de temps.

Yves PELISSIER ■

# Le plan anti-hausse : UNE MANŒUVRE DE PLUS

EN dépit d'affirmations contraires, le pouvoir estimait jusqu'à la rentrée qu'une inflation dosée apportait aux rouages de l'économie assez d'huile pour aborder les élections dans une conjoncture favorable, baignée de l'euphorie de l'expansion.

Hélas ! il lui faut déchanter. Car, par sa volonté délibérée de « laisser faire » et son impuissance à maîtriser la course au profit, il a laissé les prix atteindre un rythme inusité, presque 7 % d'après l'indice officiel, 7,7 % d'après celui de la C.G.T. pour les dix mois écoulés depuis décembre.

Les choses en sont arrivées à un tel point qu'une « réaction » s'imposait, si l'U.D.R. et ses alliés indépendants ou centristes ne voulaient pas ajouter aux multiples griefs de l'électeur la colère du consommateur ou de l'épargnant.

Alors, on nous présente, avec toute la préparation requise, un plan de lutte contre l'inflation.

Techniquement, ce plan de lutte contre l'inflation risque en fait de se révéler, à l'application, un plan inflationniste.

L'idée de manœuvre c'est de faire baisser les prix par une diminution de la T.V.A., tout en évitant de stimuler la demande de consommation et d'investissements. Aussi vise-t-on à encourager l'épargne, par un relèvement des taux d'intérêt sur certains placements et par le lancement d'un emprunt attrayant, ainsi qu'à freiner la distribution du crédit, en imposant aux banques des contraintes assorties aux sanctions. Pour compléter l'ensemble, on invite les « partenaires » sociaux à tenir compte de la « baisse » attendue des prix dans les négociations salariales.

## Pas de véritable contrôle des prix

Ce bel habillage sur mesure cache en fait les défauts d'un vêtement qui risque d'exposer les Français de rigueurs inattendues à la fin de l'hiver. Agir sur l'inflation par une baisse de la fiscalité indirecte, pour l'essentiel, c'est en fait agir sur les effets et non sur les causes. Et même faudrait-il au moins être sûr que cette action soit réelle.

En l'absence d'un véritable contrôle des prix, auquel le gouvernement, naturellement, se refuse, on n'a pas la

moindre certitude que la baisse de la T.V.A. sera effectivement répercutée dans les prix et profitera réellement au consommateur. Bien sûr, pour les produits où la baisse de taux est importante, il y aura sans doute une répercussion effective. Mais ne sera-t-elle pas effacée au bout de quelques semaines ? Pour une large part, on peut le craindre, et la mesure s'analysera en fait comme une redistribution des impôts prélevés sur le consommateur... au profit des entreprises de production et, surtout, de commerce.

A supposer même, ce qui est en fait peu probable, que la répercussion soit effective et importante, il y a toutes chances pour que le consommateur, dont le pouvoir d'achat a été, depuis quelques mois, singulièrement rogné par rapport à ce qu'il est en droit d'attendre, ne dépense davantage ? Ce qui, en l'absence d'un contrôle des prix et de la politique de profit des entreprises, relancera naturellement l'inflation.

Pour qu'il en soit autrement, dans cette seconde hypothèse, il faudrait que les Français préfèrent épargner davantage. Or, les mesures prises dans ce sens risquent d'être vaines. Le relèvement des taux d'intérêt sur les placements qui intéressent la grande masse des travailleurs est très faible et ne touche au surplus que certaines formes d'épargne. Les plafonds des livrets de Caisse d'épargne qui n'ont pas bougé depuis 1969 ne sont même pas relevés ! Quant à l'emprunt de 5 milliards auquel les conseils de M. Pinay valent une présentation alléchante, il n'est pas sûr qu'il se révèle attrayant pour ceux auxquels il est en fait destiné, les privilégiés qui ont des capitaux à placer à long terme.

Il semble que définies dans la précipitation, ces modalités pratiques soulèvent en fait, à la réflexion, un certain nombre de problèmes, et que les choses ne soient pas claires, si l'on en juge par les informations contradictoires ou ambiguës données par les « autorités responsables » et diffusées dans la grande presse. On s'interroge encore sur le fait de savoir s'il sera réellement assorti d'avantages fiscaux et véritablement indexé sur l'or. En fait, sauf si le gouvernement prend le risque, un peu trop voyant, de faire effectivement un pont d'or aux gros épargnants, il y a toute chance que l'emprunt soit souscrit pour l'essentiel par les banques... auxquelles le plan impose, par ailleurs, de nouvelles contraintes !

médiate à 2 ans du temps de travail à la chaîne ; les bourgeois trouveraient vite le moyen de supprimer le travail à la chaîne si leurs enfants devaient l'effectuer, ne serait-ce qu'un temps ! »

Enfin, au niveau de l'Etat, l'autogestion a ajouté Edmond Maire, c'est, outre la décentralisation des pouvoirs économiques et politiques, « la suppression des domaines réservés (pourquoi la diplomatie est-elle faite sans l'avis des régions frontalières ?), la décision à l'échelon régional de tout ce qui peut y être traité, le début de la démocratisation de la police et de l'armée (où le droit syndical doit s'exercer)... Il s'agit-là, a conclu Maire, d'un début, montrant que, pour nous, des choses sont directement applicables. Ce sont d'ailleurs celles-là que nous demandons aux forces de gauche, d'appliquer si elles sont majoritaires aux élections. Car la C.F.D.T., dans cette hypothèse, demandera l'ouverture immédiate de négociations avec le gou-

## Quelle sagesse ?

Au total, on ne voit pas pourquoi les mesures annoncées provoqueraient une épargne nouvelle importante, alors même qu'elles avaient un effet sur le crédit.

Reste, pour clore, l'appel à la sagesse, qui s'adresse aux travailleurs. Là, le propos devient presque plaisant. Inviter les salariés à se contenter d'une « garantie », selon l'indice des prix officiels, de 2 % de hausse du pouvoir d'achat, alors que le gouvernement avance par ailleurs — en s'appuyant sur le même indice — que ce pouvoir d'achat aura augmenté d'environ 5 % en 1972 ? Demander un sacrifice aux salariés alors même qu'on n'aura pas fait la preuve qu'on maîtrise réellement l'emballement des prix ?

La grande presse bourgeoise, pourtant prodigue d'ordinaire de compliments « techniques », n'ose même pas se laisser aller à son penchant. C'est qu'en fait ce plan, préparé dans l'énerverment, repose sur un pari, dont l'ampleur alimente en réalité l'inquiétude des forces qui soutiennent le pouvoir. Le plan est avant tout un plan électoral. Mais faire croire qu'on s'attaque réellement à l'inflation, en défendant l'intérêt de la masse des consommateurs, sans gêner les chefs d'industrie, les patrons du commerce, et en ménageant le hobby agricole, ce plan n'est qu'une opération politique, mais de portée hasardeuse. Car sa réussite, à terme, dans les normes du système, supposerait évidemment qu'au lendemain des élections (pas avant, bien sûr...), un véritable tour de vis soit donné, dans la mesure même où les interventions actuelles ont toutes chances, en fait, de nourrir l'inflation, cela voudrait dire que seule la « première partie » du plan aurait été annoncée et que la seconde comporterait, par exemple, un relèvement des impôts directs destiné à assainir une situation qu'on avait en fait laissé se dégrader, sous l'apparence d'une action destinée à la redresser. Alors, c'est bien une manœuvre de plus. Mais celle-là est énorme. A la mesure des inquiétudes du pouvoir, qui sent monter les périls. Le gouvernement dissimule à grands frais les réalités du bâton sous les apparences de la carotte. Il dépend des travailleurs, dans les luttes sociales comme dans la bataille électorale, de déjouer la manœuvre et de la faire se retourner contre ses auteurs.

Yves LE DU ■

vernement pour déterminer l'ordre des priorités et les étapes de réalisation des principales revendications des travailleurs. Cette négociation devra en même temps porter sur le contenu des réformes immédiates qui permettront de s'engager de façon significative dans un processus socialiste et autogestionnaire. »

Que de tels propos aient été tenus à Paris, au moment où, à Toulouse, les militants du P.S.U. débattaient du même sujet et aboutissaient souvent à des conclusions voisines est une coïncidence de date, sans doute. Mais une coïncidence significative, qui montre, dans les faits et non les discours, que la « famille autogestionnaire du socialisme » marche bien sur deux pieds — l'un syndical, l'autre politique — et que la convergence de leurs choix est pleine d'importance et d'espoir pour l'avancée du socialisme en Europe.

Lucien SAINTONGE



## Note de lecture

# Capitalisme et mode de vie

L'ouvrage d'André Granou publié dans la nouvelle collection « Objectifs » au Cerf, comporte trois parties (1).

La première est un rappel des principaux points d'appui de la critique marxiste du capitalisme, des deux suivantes consacrées l'une au règne de la marchandise et l'autre au travail à la chaîne sont une tentative d'application de cette analyse marxiste aux aspects modernes du capitalisme.

J'avoue sans honte qu'en tant que militant socialiste et critique littéraire, j'ai entamé le livre à la page quarante, c'est-à-dire en sautant le premier tiers : à force de lire des réécritures du Capital, on a envie de s'abonner à Spirou.

J'ai été rapidement puni de cette attitude lâche. Car l'auteur n'apporte pas grand chose qui n'ait été dit et mieux dit sur le capitalisme actuel. Ces petits livres de la collection « Objectifs » se veulent une aide sérieuse aux militants ; autant les précédents y réussissaient (en particulier « Les O.S. » de D. Mothé), autant cette partie du livre de A. Granou est réservée aux spécialistes. Le seul passage qui a réellement éveillé mon attention de « lecteur-moyen » est celui où l'auteur cite une analyse du sociologue Jean Baudrillard sur le rôle de la télévision :

« Contrairement à l'idée qui fonde toute la stratégie de démocratisation de l'ORTF, ce n'est pas comme véhicule d'un contenu, c'est dans leur forme et leur opération même que les mass média induisent un rapport social ; et ce rapport n'est pas d'exploitation, il est d'abstraction, de séparation, d'abolition de l'échange. (...) Il est inutile d'imaginer un détournement policier de la télé par le pouvoir : la télé est, par sa présence même, le contrôle social chez soi. (...) Elle est la certitude que les gens ne se parlent plus, qu'ils sont définitivement isolés face à une parole sans réponse. » (2).

En dehors de ces quelques points d'intérêt épars, l'analyse de Granou ne m'a pas passionné. Pris de remords, je suis alors revenu à la page une. Je ne le regrette pas. Pour la première fois depuis longtemps je n'avais lu de présentation à la fois aussi brève et aussi rigoureuse des fondements de la critique marxiste du capitalisme. Certes, ces quelques pages sont relativement difficiles à lire, mais il n'était guère possible de simplifier plus, sans risquer de trahir la pensée de Marx.

Pour ceux qui sont prêts à faire un effort pendant quarante pages, « Capitalisme et mode de vie » est une excellente introduction au marxisme.

Jacques GALLUS ■

(1) Capitalisme et mode de vie. André Granou. Cerf. 9 F.

(2) Pour une critique de l'économie politique du signe. Jean Baudrillard. Gallimard 22 F.

(En vente à la Librairie de « TS ».)

## Edmond Maire et l'autogestion

(suite de la page 5.)

C'est ainsi qu'on éveillera dès l'enfance les citoyens à l'esprit critique, en changeant le contenu de l'enseignement » au lieu d'en faire des moutons dociles pour la société capitaliste.

Dans l'entreprise, l'autogestion doit se caractériser par « la mise en cause de la hiérarchie des revenus et des situations, celle des avantages spécifiques aux cadres, le refus de l'actuelle division du travail : rotation des tâches de commandement, limitation im-

## ● Mohammed Diab : vérité, solidarité...

**B** IEN que tout ait été fait pour maquiller l'assassinat raciste de Mohamed Diab, la vérité a éclaté.

Le Comité de Défense de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés qui s'est constitué sur l'affaire Bouziri — et au sein duquel militent plusieurs de nos camarades — a mené une enquête approfondie aux conclusions irréfutables. C'est à plusieurs mètres que le travailleur algérien a été abattu sous les yeux de sa sœur et d'un ami qui ont assisté par la fenêtre à toute la scène.

A Versailles un « Comité pour

la Vérité sur la mort de M. Diab » groupe la CDP, le Front Libertaire, la Ligue communiste, le PS, le PSU et des militants inorganisés.

Le Comité « Vérité et Justice » a joint ce nouveau crime à ceux qu'il dénonce déjà.

Le Comité de Défense de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés et 135 intellectuels, la plupart anciens signataires du « Manifeste des 121 », avaient appelé à une marche de deuil de Bonne-Nouvelle au ministère de la Justice, le samedi 16 décembre.

## ... et répression



Pascal LEBRUN

On a pu lire dans la presse le récit des arrestations et des matraquages. Un enfant de 5 ans dans les bras de sa mère qui faisait la queue devant un cinéma a été sauvagement frappé. Même « Le Figaro » dénonce l'attitude raciste de la police.

La population présente sur les lieux a été bouleversée par les scènes de violence.

Une nouvelle étape de la mobilisation antiraciste a été franchie.

E.T. ■

## ● Orne : l'IMP en grève

Depuis plus de 15 jours la grève du personnel de l'IMP de Saint-Germain-du-Corbeis se poursuit : le centre accueille une centaine de garçons et de filles handicapés, de 7 à 18 ans. Le conflit porte à la fois sur des revendications quantitatives (augmentation du nombre des éducateurs pavillonnaires et scolaires, règlement des heures supplémentaires, reconnaissance de l'ancienneté, etc.) et qualitatives, sur le contenu des méthodes de rééducation : 2 psychiatres ont été licenciés sous des prétextes fallacieux, dont les grévistes exigent la réintégration.

La caisse d'Allocations familiales utilise toutes les pressions possibles, y compris le chantage, pour faire céder les grévistes : dans un tract diffusé largement la CFDT « veut donner aux enfants les moyens de devenir des hommes capables de prendre en charge leur avenir professionnel social et personnel. »

A noter l'attitude de briseurs de grève de l'UD FO qui dénonce la grève des éducateurs !

Correspondance ■

part des parents, des travailleurs, sentent instinctivement que derrière la plainte déposée contre Nicole Mercier se profile l'ombre de la répression sociale et politique contre un professeur suspecté de « gauchisme » : mais les cinq cents lycéens et lycéennes, par et dans l'action, manifestaient avant tout contre la répression, notamment sexuelle dont ils sont - comme tous les jeunes - victimes, contre l'ordre moral bourgeois, personifié (ô ironie) par un colonel sans doute mal remis de ses guerres coloniales.

Il est vrai qu'ils sont particulièrement sensibilisés au problème, les jeunes de Belfort : on se souvient de l'histoire de Frédéric roué de coups dans un commissariat de la ville, et inculpé en octobre 1972 pour avoir osé raconter la « ratonnade » dont il avait été victime... A Belfort comme ailleurs la jeunesse mène le combat contre l'ordre moral et donne l'exemple. Et elle a du boulot !

J.V. ■

(1) Voir - TS - numéro 558.

## ● Citroën : le scandale permanent

Un travailleur, Roger Delfranc, mène depuis le 5 décembre une grève de la faim en l'église Saint-Vincent-de-Paul de Clichy, pour protester contre son licenciement abusif par Citroën et pour obtenir sa réintégration.

L'usine Citroën donne en effet lieu à un scandale permanent. Scandale des conditions de travail et des normes de sécurité non respectées qui ont provoqué récemment de très nombreux accidents, dont 8 furent mortels.

Scandale aussi que l'agression permanente contre les militants syndicaux par les hommes de mains de la CFT qui jouissent de la plus totale impunité dans l'entreprise.

Scandale enfin que les liens de plus en plus évidents qui existent entre la répression du droit d'expression sur le marché de Clichy et la répression chez Citroën.

Section PSU de Clichy ■



## ● Poudroux : nouvelle grève de la faim

Il y a un an, sept fonctionnaires et agents de l'Etat faisaient pendant 15 jours une grève de la faim pour protester contre les atteintes à la liberté d'expression dans les territoires d'outre-mer. A cette occasion un vaste mouvement de solidarité s'était développé aussi bien en France qu'en outre-mer. Le gouvernement avait dû alors reculer et faire voter l'abrogation de l'ordonnance permettant de muter en métropole, sans autre forme de procès, les fonctionnaires jugés indésirables.

La lutte pourtant est aujourd'hui loin d'être terminée. Le gouvernement a en effet réussi à faire repousser un amendement qui prévoyait, dans le cadre de l'abrogation de cette ordonnance, la réintégration et le dédommagement des victimes de ces véritables lettres de cachet.

Par ailleurs M. Messmer fixait nettement les limites de l'abrogation de l'ordonnance en déclarant : « J'y suis favorable si j'obtiens de mes autres collègues des ministères techniques les moyens de m'opposer à certaines affectations et réaffectations, que je crois contraires à l'intérêt public ».



D.R.

Depuis cette époque Y.-J. Poudroux qui avait été à l'origine de ce combat reste le seul fonctionnaire à se voir refuser sa réintégration. C'est ainsi qu'à l'une de ses nombreuses requêtes pour obtenir son retour à la Réunion, le ministère de l'Équipement lui faisait répondre de la façon la plus claire et la plus cynique : « Je vous informe tout d'abord qu'il est exclu que je puisse donner une suite favorable à votre demande de mutation pour la Réunion ».

Face à cette intransigeance Y.-J. Poudroux a décidé d'entamer depuis le 11 décembre une nouvelle grève de la faim pour obtenir sa réintégration dans son emploi à la Réunion, la prise en charge de ses frais de changement de résidence pour lui-même et sa famille, la réparation des dommages subis. Il devait par ailleurs déclarer en annonçant cette nouvelle grève : « Je suis fermement décidé à me battre jusqu'à ce que me soit reconnu, ainsi qu'à toutes les victimes de l'arbitraire, le droit de travailler dans mon pays, sans crainte de représailles pour mes opinions ou activités politiques ». Et il ajoutait : « En cas d'issue tragique lors de cette action, les autorités en porteront toute la responsabilité envers l'opinion publique et surtout envers mes compatriotes d'outre-mer et mon pays ».

## ● Belfort : mobilisation contre l'ordre moral

5.000 travailleurs, étudiants, lycéens, manifestent sous la pluie leur solidarité à Nicole Mercier, professeur de philosophie au lycée de Belfort (1). Le même jour, 12 décembre, la télévision nous présente l'interview-repoussoir d'un délégué de la fédération Armand et d'une représentante de la fédération Autonome (ultra-réactionnaire) des parents d'élèves : ces personnages sortis d'un roman de Balzac déversent leur fiel contre Nicole Mercier. Ce qui n'empêche pas la riposte des lycéens, des professeurs à s'exprimer par une manifestation populaire comme on en avait rarement vue à Belfort.

Certes, une manifestation contre la répression est toujours ambiguë : certains professeurs se sentent naturellement révoltés contre les atteintes portées de l'extérieur contre le contenu de leur enseignement, sans pour autant avoir une attitude positive sur les problèmes de la libération sexuelle; d'autre

Le plus souvent, en effet, les patrons les engagent pour des périodes brèves. Toutes les exploitations sont possibles puisqu'ils n'ont aucune garantie. La plupart sont payés de la main à la main. Mais certains ont des bulletins de paie sur lesquels aucune retenue n'a été oubliée : AS, chômage, retraite, etc. Les patrons les versent... dans leur poche. Dame ! Ils ne peuvent faire autrement puisque le travailleur n'est pas inscrit à la Sécurité Sociale...

La plupart du temps, ce sont les patrons qui se sont bien gardés de faire les démarches. D'autres fois c'est le service de la main-d'œuvre qui a refusé la carte de travail.

Dès que les mesures de refoulement ont été connues, un comité de soutien, groupant des militants français et des travailleurs immigrés s'est créé à Valence.

Des interventions sont faites sur les places, les entreprises, les écoles, les foyers d'immigrés. En quatre jours, 600 signatures sont récoltées qui se multiplient rapidement.

Deux manifestations traversent la ville le 14 et le 16 décembre.

6, 8, 10 puis 12 immigrés entreprennent une grève de la faim dans le local du PSU d'abord, puis à l'église. Certains sont des expulsés, d'autres non. Une militante française vient de se joindre à eux.

Dans la plupart des églises, les prêtres font appel à la solidarité des habitants. Ceux-ci viennent nombreux rencontrer pour la première fois des travailleurs immigrés... et les militants révolutionnaires qui les entourent.

En tant que membres du Comité de Soutien de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés et à l'appel des camarades de Valence, avec un militant tunisien, nous avons été envoyés là-bas dimanche apporter le soutien des militants parisiens.

Les camarades expulsés savent que dans l'affaire Bouziri la lutte a été payante. A Valence aussi ils peuvent faire reculer le pouvoir.

Emmy TEDESCO ■

# Les refoulés de Valence

**V** ALENCE : Le 8 décembre à 6 h 30 du matin. Quatre policiers armés de mitraillettes viennent arrêter dans leurs chambres 19 travailleurs tunisiens. Amenés au commissariat, il se voit notifier la mesure de refoulement prise à leur encontre pour situation irrégulière.

Refoulement ? Ils sont en France depuis six mois, un an, deux ans, quatre ans, certains six ans. Ils travaillent tous ou sont entre deux embauches.

## ● ARMÉE lettre d'un insoumis

Pour la première fois un insoumis se réclame du texte : « L'armée face à la population » signé récemment par plusieurs personnalités, dont Michel Rocard. Il s'agit de Jean-Louis Soulié qui nous a transmis son dossier. Nous le publions intégralement comme il nous le demande en l'assurant de notre total soutien. Nous lui demandons, ainsi qu'à tous ceux qui se trouveraient dans un cas analogue, de se mettre immédiatement en rapport avec nous, ou avec le pasteur René Cruse, afin de donner très rapidement à ce soutien des formes efficaces (1).

(1) PSU, 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>. 566-45-37. Pasteur René Cruse, 4, allée de Pologne, Massy. 920-48-98.

EXTRAIT DE MA LETTRE DU 15-12-1972 A M. LE COMMANDANT DE LA BASE AERIENNE 136, TOUL-ROSIERES.



Monsieur,

Le 1<sup>er</sup> décembre 1972, j'ai raté volontairement mon train.

En effet, le 4 février 1972, des centaines de femmes et d'hommes, mères de famille et religieux, ouvriers et intellectuels, tous conscients qu'il était temps pour eux d'alerter l'opinion sur les faits graves concernant « l'armée face à la population » ont fait paraître un document.

Ce dernier, signé notamment par : Bernard Clavel, Simone de Beauvoir, le R.P. Jean Cardonnel, le pasteur René Cruse, MM. Michel Rocard, Jean-Paul Sartre, François Truffaut, Alain Krivine, Roger Parisot, Maître Henri Leclerc, Geor-

ges Casalis, Claude Bourdet, déclare :

« Aujourd'hui, nous élevons la voix. Nous avons le droit et même le devoir, d'une part, d'alerter les jeunes sur ce que représente l'armée pour eux et pour l'ensemble de la population, d'autre part, de soutenir et d'aider ceux qui luttent contre elle, soit à l'intérieur, soit en choisissant de se soustraire aux obligations militaires. »  
Aujourd'hui j'ai fait ce choix. J'en appelle donc aux signataires et aux hommes épris de liberté pour me soutenir ainsi que ceux qui, comme moi, risquent à tout instant de se voir incarcérés.

Signé : J.-Louis SOULIE.

### DECISION DE LA COMMISSION JURIDICTIONNELLE

VU, la demande par laquelle le Sieur SOULIE Jean-Louis né le 18 novembre 1946 à Saint-Cloud (92), domicilié 4, rue Joseph-Legnay à Saint-Cloud (92), sollicite l'application des dispositions de la loi du 21 décembre 1963.

VU, les autres pièces produites et jointes au dossier.

VU, la loi numéro 63.1255 du 21 décembre 1963 alors en vigueur. OUI, Monsieur le Médecin de première classe REGNIER, membre de la commission en son rapport.

Considérant qu'aux termes de l'article premier de la loi précitée, le bénéfice du statut des objecteurs de conscience est subordonné à une opposition à l'usage personnel des armes motivée par des convictions religieuses ou philosophiques ;

Considérant que la requête du Sieur SOULIE se fonde essentiellement sur une critique de l'armée et sur des motifs politiques, le demandeur déclarant « Alors quelle est donc la mission du soldat ? Je

m'interroge et j'en arrive à me demander si ce ne serait pas tout simplement de défendre le gouvernement et non le pays... Car quoi : vous employez vos soldats à tout, ramassage des ordures lorsque les éboueurs sont en grève et conduite de camions militaires quand ce sont les cheminots ou les chauffeurs d'autobus... Car c'est avant tout pour ceux qui sont victimes de l'exploitation et de l'oppression que je vous écris aujourd'hui. Et en particulier pour tous les habitants de ces pays sous-développés que nous exploitons chaque jour davantage et à qui en retour nous envoyons des armes » ; qu'ainsi la preuve n'est pas faite que le requérant soit opposé en toutes circonstances à l'usage personnel des armes en raison de convictions religieuses ou philosophiques ; qu'il suit de là que la requête doit être rejetée.

DECIDE :

Article unique : la requête du Sieur SOULIE Jean-Louis est rejetée.

## ● Prisons quand les dossiers disparaissent

Quand, il y a un an, les détenus de la Centrale Ney de Toul sont montés sur les toits de la prison, ce fut pour faire appel à l'opinion publique et protester contre les conditions de détention que leur imposent le système pénitentiaire et le directeur Galiana en particulier. Sous la pression des circonstances la Commission

Schmelck et le ministère de Justice ont concédé quelques promesses, qui, toutes, sont restées lettre morte.

De fait, les aumôniers Velten et Amedro, le médecin psychiatre E. Rose ont été licenciés rapidement. On se rappelle pourtant que l'abbé Velten n'a agit que sur appels réitérés de l'Administration Pénitentiaire pour éviter toute effusion de sang, que le docteur Rose n'a fait que témoigner publiquement de ce qu'elle a vu. Tous trois, de même que les détenus ont cru en la parole du ministre de la Justice. Quant aux responsables de la situation à Ney, ils ont été promus : Galiana est directeur de la « moderne » Centrale de Châteauroux en cours d'achèvement ; il figure au second rang pour passer Directeur régional. Le surveillant-chef Thiaville est directeur de la Maison d'arrêt de

Montargis. Leurs amis sont toujours à Toul.

Toul n'était pas une bavure : les révoltes qui suivirent, les grèves puis les nombreux suicides de détenus le prouvent. Toutes les belles paroles de Pleven ont abouti à l'exécution de Buffet et Bontems, exécutés « par sondage » sous la pression de l'Administration Pénitentiaire.

M. Schmelck recommandait aussi une enquête judiciaire contre X, pour « coups et blessures volontaires avec complicités et préméditation ». Cette fois ce n'étaient plus des détenus que l'on prétendait juger et condamner (comme ce fut le cas à Nancy), mais des responsables de l'Administration Pénitentiaire. Ce qui explique que, l'instruction étant close depuis juin, le dossier a disparu chez Pleven...

Correspondance ■

## ● Une drôle d'histoire de pachyderme

Curieuse cette affaire de Mammouth dont nous informons nos camarades de Saint-Brieuc. Elle mériterait, pour le moins, quelques explications que la CGT se fera, nous en sommes persuadés, un devoir de fournir rapidement à tous les travailleurs. Voici les faits.

Au début du mois, le personnel du « Mammouth » de Saint-Brieuc se met en grève. Il faut dire que si Mammouth se vante d'écraser les prix, il ne se gêne pas pour écraser aussi ses employés : salaires médiocres (800-900 F par mois) horaires pénibles et irréguliers, insécurité complète de l'emploi (contrat de 3 mois), discipline mesquine des « petits chefs », etc.

Donc, c'est la grève à laquelle le patron répond par le chantage et les manœuvres visant à briser le mouvement (il fait venir notamment des bouchers de Rennes). Les travailleurs ripostent par un piquet à l'entrée du magasin. Mais M. le Mammouth local a le bras long à la préfecture : intervention musclée de la police le 9 décembre, puis le 13, la mairie de Saint-Brieuc étant soigneusement tenue à l'écart de l'opération (ce qui provoquera d'ailleurs de sa part une vigoureuse protestation).

Mais tout cela reste après tout assez classique : on sait depuis longtemps que les patrons n'aiment pas la grève, qu'ils font tout pour la casser et qu'ils trouvent, si besoin est, de solides appuis du côté des forces de police.

Ce qui est tout de même moins classique, c'est le communiqué que les habitants de Saint-Brieuc ont pu lire dans « Ouest-France » du 12 décembre, et que nous reproduisons ci-dessous.

### Les délégués du personnel et le comité d'entreprise de la S.E.R. « réprovent l'action entreprise »

Les délégués du personnel (C.G.C. pour les cadres et C.G.T. pour les employés) et le comité d'entreprise de la Société Economique de Rennes, dont le Mammouth est directement dépendant, se sont réunis hier en assemblée extraordinaire. Dans un texte, rendu public, ils s'élevèrent avec véhémence contre l'attitude de certains délégués syndicaux du Mammouth de Saint-Brieuc ;

- réprovent l'action entreprise ;
- demandent que soit respectée la liberté du travail et du commerce ;
- exigent que la direction de la société économique de Rennes fasse respecter cette dite liberté, afin de ne pas priver d'emploi et de salaire les 70 % de l'affectif du magasin désireux de travailler ;
- s'excusent auprès de l'aimable clientèle du Mammouth de n'avoir

pu empêcher les menaces et injures dont elle aurait été éventuellement l'objet.

Bon. Vous avez lu comme nous ! La CGC, ma foi, passe encore... Mais la CGT signataire de ce poulet ? Une aussi ardente défense des intérêts du patron ? Des excuses auprès de « l'aimable clientèle » ? Diable, diable, camarades : ne nous dites pas, quand même, que pour contrer la CFT vous avez décidé de la déborder sur son propre terrain ! Nous sommes certains qu'il y a là-dessous quelque coup fourré. Et nous ne pouvons pas imaginer un seul instant que la situation électorale particulière à Saint-Brieuc puisse être à l'origine de cette affaire.

Si jamais tel était le cas, ce serait quand même drôlement coton d'expliquer ça aux travailleurs, non ?

B.L. ■

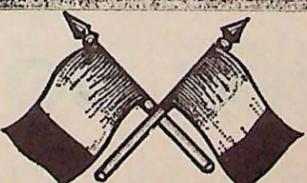
## ● Avec l'ami sud-ouest

« Sud-Ouest », principal quotidien d'information générale, avec ses 17 éditions, couvre 10 départements (de la Charente à la Haute-Garonne) et le nombre de lecteurs approche du demi-million. Il vient d'investir l'équivalent d'un million et demi d'A.F. dans une publicité pour sa propre promotion, eurubannée de bleu, blanc, rouge et couronnée de deux drapeaux mobilisateurs (c'est légal, ça ?)... « Sud-Ouest » s'adresse « Aux conscrits », ou plus précisément aux familles qui ont bien

l'honneur d'avoir un de leurs enfants « sous les drapeaux ». Pour que les jeunes appelés puissent être « informés », connaître les petits potins du pays et les nouvelles des chiens écrasés, offrez-leur, braves gens, un abonnement avec 25 % de réduction ! « Sud-Ouest » ainsi réalise une bonne affaire et une bonne action : il entretient ses finances, augmente le nombre de lecteurs et le moral des troupes... « avec l'ami « Sud-Ouest », on n'se quitte jamais »...

En plus de la vie de caserne, machine à décerveler, « Sud-Ouest » en rajoute. Aux yeux de Debré et des vaillants officiers de notre Armerdre, voilà une excellente littérature de tout repos pour les bidasses. Les informations politiques étant réduites à leur plus simple expression, et bien dans la ligne générale du pouvoir, elles ne portent pas atteinte au moral des troupes.

Merci M'sieur Amouroux !  
F. C. ■



### AVIS AUX CONSCRITS

Pour permettre aux jeunes gens appelés sous les drapeaux de rester en liaison avec leur région d'origine, de continuer à être informés de la vie locale, de savoir ce que deviennent leurs amis et connaissances, « SUD-OUEST » crée « l'abonnement spécial conscrits » qui permet de bénéficier d'une réduction de 25 % sur le tarif d'abonnements habituel.

Jeunes gens qui désirez bénéficier de cette ristourne,  
Parents qui souhaitez faire un cadeau utile à votre garçon pendant son service militaire,

remplissez et envoyez-nous le bulletin ci-dessous avec votre chèque ou votre chèque postal.

**SOUSCRIPTEUR**

## ● A l'amende !

L'armée et la police n'aiment pas qu'on se paye leur tête.

● Le 6 décembre, la 17<sup>e</sup> Correctionnelle a condamné M. Courbain, directeur de « 10 Janvier », publication paraissant à la Martinière, à une amende de 500 F pour diffamation envers l'armée ; une amende de 300 F pour injures envers le Premier Ministre et une amende de 200 F pour injures envers l'armée.

● Une fois de plus « Charlie Hebdo » a été condamné par la 17<sup>e</sup> Correctionnelle, le 11 décembre, à des amendes de 250, 250, 200 et 100 F pour injures envers la police.

● Condamné en première instance à 800 F d'amende pour avoir publié le texte de la loi sur l'objection de conscience, assaisonné de commentaires, Paul Chenard, directeur de publication de « Fais pas le zouave », a vu cette peine confirmée en appel.

● Pour une photo de femmes-soldats, accompagnée d'un commentaire plus que frondeur, « Hara-Kiri » est poursuivi pour injures envers l'armée.

## LETTRE

## D'UN COOPERANT :

## essayer de ne pas être trop salaud...

Suite à notre dossier Afrique de la semaine dernière, nous publions cette semaine le témoignage d'un coopérant, qui nous écrit d'Abidjan. René Lanarche expliquait, dans « la fausse sortie de Pompidou » (« TS » 558), ce qu'il fallait penser de ce modèle tant vanté de la décolonisation et de la coopération françaises. Notre correspondant apporte ici un complément qui jette une lumière crue sur le « miracle » ivoirien et sur les mirages de « l'assistance » française.

**A**BIDJAN, d'abord. C'est une ville superbe, admirablement située sur le plateau bordant la grande lagune côtière et bénéficiant de ses baies et presqu'îles pour présenter de magnifiques panoramas que couronnent de nombreux gratte-ciel (max. 35-40 étages) qui poussent comme des champignons. Evidemment, quand on a mauvais esprit et qu'on sort des autoroutes, zones bleues et échangeurs, on tombe un peu, ici ou là, sur des bidonvilles soigneusement tenus à l'écart des regards et kodak des touristes. La ville croît de 12 à 15 % chaque année (elle double tous les six ans depuis 1950), et il est impossible de loger décemment 60 à 80.000 nouveaux arrivants chaque année. Pourtant, des efforts sont faits, en dehors de l'élimination des taudis trop visibles : il y a eu un très grand nombre d'immeubles type HLM construits, et cela crée un type d'habitat moderne, intermédiaire entre gratte-ciel et bidonvilles et différent des cases traditionnelles, qu'on ne trouve nulle part ailleurs en Afrique (au moins francophone), signe et de la richesse matérielle de la Côte-d'Ivoire et de la profondeur de la pénétration des modes de vie européens.

## Un écart social croissant

Car il y a beaucoup d'argent, dans la ville, et pas seulement entre les mains des Blancs : il y a une large bourgeoisie naissante (fonctionnaires et commerçants, les uns et les autres spéculant à qui mieux mieux dans le foncier et l'immobilier) qui tire de gros revenus de sa rente de situation et mène grand train de vie, d'où, évidemment, un écart social sans cesse croissant, mais que les plus défavorisés supportent (actuellement) d'un cœur serein, car : 1° ils ont l'espoir que, sinon eux, du moins leurs enfants pourront, grâce à l'école, arriver un jour au paradis des gratte-papier, à portée immédiate des caisses de l'Etat ; 2° le « parasitisme familial » qui est l'héritage des solidarités classiques et traditionnelles assure une très large redistribution des énormes

revenus de la classe dirigeante (presque tout entière d'extraction paysanne immédiate) envers les « petits frères », cousins, parents plus ou moins éloignés ou simples originaires de la même tribu.

Ce qui fait que chacun — au moins en théorie — a avantage au système ou du moins espère en profiter un jour. Sur quoi est fondée l'actuelle prospérité de la Côte-d'Ivoire ? Avant tout sur une mise en valeur capitaliste récente et accélérée d'un pays resté très en retard jusqu'en 1950, alors que le Ghana, voisin, a connu cet essor entre 1890 et 1920 : boom sur le café, le cacao, la banane, l'ananas, le bois, sous forme d'abord de mise en coupe réglée (c'est encore le cas pour le bois qui, normalement, devrait être à peu près épuisé d'ici dix ans, sachant qu'on ne replante qu'un dixième de ce qu'on coupe), puis avec une politique plus intelligente d'investissements et de concentration. Tout ceci fonctionne selon les principes de la plus stricte orthodoxie libérale, l'Etat n'intervenant que pour assurer un minimum de coordination et d'incitation.

D'où un afflux massif de capitaux étrangers (sur le capital social total : France 60 %, reste de l'Europe 20 %, autres pays 10 %, Côte-d'Ivoire 10 %), assurés de pouvoir ressortir tout aussi librement. D'autre part, afflux également massif (un million et demi ?) de travailleurs étrangers, voltaïques surtout, maliens et guinéens aussi, qui apportent une force de travail énorme, bon marché et docile (puisque étrangers donc « foutables » à la porte à la première incartade — on ne se prive pas de le leur faire savoir). Troisième élément : une véritable technocratie importée. Toute l'administration est truffée de Blancs, coopérants et « experts » de tout poil, fonctionnant assez indépendamment des intérêts proprement économiques, se recrutant par cooptation et appliquant les derniers dadas à la mode dans les organismes correspondants français ou internationaux (c'est particulièrement net en urbanisme, où les équipes successives appliquent chacune leur méthode sans tenir grand compte ni des expériences passées ni, évidemment,

des avis des intéressés). Sous un mince vernis de hauts cadres ivoiriens, c'est en effet une administration française qui fonctionne — ma foi assez bien : les statistiques sont sérieuses, la documentation excellente, la comptabilité bien faite... Incontestablement, ça tourne. Mais donc sur du capital étranger, de la main-d'œuvre étrangère, des cadres techniques étrangers. Cela peut-il durer ? Première faiblesse : les exportations de produits bruts restent l'essentiel, or leur valeur s'érode régulièrement. Deuxièmement, pas de « développement autocentré », comme dit Samir Amin (1), ce qui fait qu'une fois les principales mises en valeur des ressources naturelles achevées, rien n'en prendra le relais, et là Samir Amin cite l'exemple du Ghana qui a connu très tôt son démarrage, mais aussi précocement une stagnation dont il n'arrive pas à sortir — d'où ses crises politiques successives. Et au premier coup de vent, tout ce qui est étranger repartira. Que restera-t-il alors ?

## Franchir le fossé

Autre aspect qui frappe quand on débarque, la Côte-d'Ivoire est une société de races, ce qui est une hypertrophie de la société de classes. Pas besoin de ségrégation légale : le fric suffit. Deux classes : les moins pauvres, soumis ; les Blancs (plus les blanchis, c'est-à-dire la classe dirigeante ivoirienne), riches, triomphants, sûrs d'eux... Un abîme matériel les sépare : un Africain gagne de 10 à 20.000 francs par mois (1 franc CFA = 2 anciens francs métropolitains), un cadre européen 300, 500, 800.000 F par mois. Abîme psychologique aussi, avec 30 ou 40.000 Français qui vivent en vase clos, avec leur vie à eux : magasins français, avec des légumes de France, des fruits de France, de l'eau d'Evian et du beurre d'Isigny, coiffeurs français, cafés français..., vie de luxe, avec tennis, yacht sur la lagune, voitures, qui permet d'ignorer totalement les Africains autres que boys, serveurs de magasins, cireurs de chaussures. Réaction de la masse ? Moins d'hostilité que d'envie, semble-t-il. Mais franchir le fossé et fraterniser avec les Africains — sauf de

même niveau social, universitaire ou fonctionnaire de haut rang — est pratiquement impossible.

C'est une chose très pénible à encaisser, quand on arrive rempli de belles idées bien humanitaires. Avec, comme résultat, que la plupart des coopérants arrivés pleins de bonnes intentions repartent soit aigris, blasés, cyniques, soit rapatriés sanitaires avec une bonne dépression nerveuse. Il faut s'y faire : on ne sort pas individuellement d'un système.

En France, le pur produit de la bourgeoisie que je suis pouvait se trouver en stricte égalité avec d'authentiques prolétaires. Ici, impossible, ne serait-ce que parce que les Africains attendent du Blanc qu'il se comporte en Blanc. S'il veut jouer au Noir, ce n'est qu'un pauvre type, même pas capable d'être comme les autres Blancs (ça, c'est le produit direct de l'aliénation idéologique profonde, liée à la colonisation : Blanc = bien, Noir = mal), et on n'a que mépris pour lui. Il n'y a que les missionnaires et les sociologues à qui il est toléré de vivre comme la population (ça fait partie des bizarreries des Blancs), les autres doivent garder leurs distances, et on le leur fait bien sentir (au moins en ville — quand on vit longtemps en brousse, cela peut, à la rigueur, être différent).

## Garder mauvaise conscience

Si l'on ne veut pas repartir, comment s'en tirer ? En essayant de ne pas être trop salaud, de ne pas abuser de la situation, en gardant toujours mauvaise conscience, en sachant aussi serrer les dents et la bouche quand il le faut. Mais cela reste très inconfortable. On peut aussi essayer, dans son petit coin, de faire un petit quelque chose, comme de l'alphabétisation, de ne pas se comporter exactement comme tout le monde : rester toujours courtois avec les Africains, par exemple — c'est si rare ! On se sent, après, un petit peu moins mal à l'aise... X. ■

(1) Cf. L'Afrique de l'Ouest bloquée, 1970.

## Comment va T.S. ?

**P**OUR des raisons tout à la fois techniques et financières, il n'y aura pas de « TS » la semaine prochaine. Cela nous permettra à tous de souffler un peu, et nous n'en sommes pas fâchés.

La vente militante de ce numéro doit donc s'étaler sur quinze jours. Le prochain sortira le 3 janvier.

Le Congrès de Toulouse a permis de constater que, dans sa très grande majorité, le Parti était satisfait de son journal. Cela a confirmé la nette reprise des ventes militantes et des

abonnements que nous avons déjà signalée.

Mais notre effort à tous doit être maintenu et relancé. Le mot d'ordre d'un abonné par militant doit absolument être appliqué par tous. Il l'a été, et même au-delà, par tous les membres du BN et par ceux du comité de rédaction. Il l'a été déjà par de nombreux militants. Pas par tous. C'est dans la seule mesure où il le sera, dans les semaines qui viennent, que nous pourrons sortir définitivement de la crise financière chronique

de ce journal, que nous pourrons faire le saut nécessaire des vingt pages, que nous pourrons tenter de donner une plus large diffusion extérieure au journal, notamment par une mise en place plus étendue et mieux contrôlée dans les kiosques.

Côté rédaction, vous devez nous aider aussi à améliorer constamment le contenu du journal. En réagissant rapidement à l'événement d'abord, et en nous envoyant le plus vite possible des articles sur ce qui se passe chez vous : vos envois constituent

une bonne partie de la matière première de ce journal.

Vous devez aussi nous faire part de vos critiques, de vos souhaits, de vos réactions, de vos idées. Le questionnaire qui suit s'adresse à chaque lecteur. Il a déjà été distribué à tous les délégués de Toulouse, avec un dossier plus complet sur « TS », dont nous souhaitons qu'il soit largement diffusé à l'intérieur du Parti.

Nous reproduisons ici ce questionnaire, en espérant que vous serez nombreux à y répondre. ■

## RENVOYEZ - NOUS ÇA PAR RETOUR !

— Comment ont été accueillis les articles ou rubriques suivants depuis le n° 550 et qu'en pensez-vous ?

1. Les « une », en général ?
2. Rubrique « 7 Jours dans TS » ?
3. Les luttes :

Manière dont elles sont relatées :

- Carte de France des luttes (n° 553) ;
- Berliet (n° 556) ;
- Radiographie d'une grève (n° 557).

4. La page blanche (conférence Pompidou, n° 547).

5. Chronique « Programme commun ».

6. Les « Dossiers » :

- La consommation (n° 549).
- Fos (n° 551).
- Vivre à Paris (n° 556).
- Avortement (n° 556-557).

7. Les reportages.

8. Les enquêtes (Saint-Laurent-du-Pont, n° 550).

9. Les dossiers internationaux :

- Pologne (n° 548).
- Cambodge (n° 552).
- Afrique (n° 558).

10. Vie quotidienne.

11. Article sur les « sondages » (n° 556).

12. Pages culturelles (théâtre, cinéma, TV...) :

- Appréciez-vous, en cinéma, la rubrique « Regards politiques » ?

— Souhaiteriez-vous, tant pour le cinéma que pour le théâtre ou le music-hall, une autre forme rédactionnelle (insertions dans les luttes, enquêtes, sur le travail des groupes de théâtre, d'une équipe de tournage de film, comment travaille un chanteur, interprète, compositeur...) au lieu de critiques classiques ?

13. Quelles rubriques souhaitez-vous voir améliorer ou voir créer ?

- Au point de vue style rédactionnel et vocabulaire, êtes-vous satisfaits ?

Préface de Michel Rocard

manifeste  
du parti  
socialiste unifié  
contrôler aujourd'hui  
pour décider demain



tema action

LE MANIFESTE SERA DISPONIBLE DEBUT JANVIER

Commandes : 9, rue Borromée, PARIS (15<sup>e</sup>) - C.C.P. 58-26-65

Prix unitaire : 10 F. Commandes groupées : 8 F

## Cinéma

## Les contes de Canterbury

Si le film de Pasolini passe pour une œuvre pornographique, l'auteur et le producteur l'auront bien cherché. La réputation mise en avant, le type de publicité qui l'entoure, la longueur complaisamment artificielle de certaines scènes de cul, la répétition un peu lassante des mêmes procédés, assureront certainement aux **Contes de Canterbury** un succès de voyeurisme à défaut d'un autre. Et c'est fort dommage. Car il y a bien autre chose dans ce film, y compris des moments de rare génie, des mises en scène que Rabelais ou Bosch n'auraient pas reniées.

Pasolini a adapté avec fantaisie les **Contes** de Geoffrey Chaucer : dans une petite ville de l'Angleterre du Moyen Age, une colonne de pèlerins se rassemblent pour partir à Canterbury, haut lieu de ces tribulations médiévales. Et pour passer le temps, à l'étape ou sur la route, ils se racontent des histoires dont le sujet est imperturbablement semblable à celles des épreuves de foot ou de rugby en déplacement : des histoires de sexe, sous toutes ses formes et pour tous les goûts. C'est que la dévotion d'alors n'excluait pas ce qui fait partie intégrante de la vie d'un homme ou d'une femme : le plaisir, et que la religion, quand religion il y avait, était de celles que l'on honore à Thélème : « Fais ce que voudras »...

## Une vie qui grouille

C'est dans l'évocation colorée de la vie au Moyen Age que Pasolini a donné le meilleur de lui-même : scènes de ripailles, rues encombrées de foules, de voitures, de bétail, bourgeois et hommes du peuple ribauds et paillardes — il y a incontestablement dans la force des images le sens plein d'une vie qui grouille, d'une vie qui est sans bride ni retenue... On sent là derrière la force de l'amour, vital, physique, l'ampleur d'une vie que trois siècles de morale bourgeoise n'ont pas encore castrée. Un souffle gargantuesque ou un air de Brassens première manière.

Pasolini prend manifestement grand plaisir à donner ainsi libre cours à ce que sont, au sens plein du terme, « **les forces de la joie** » : incarnant Chaucer, l'auteur des **Canterbury Tales**, il fait force pieds de nez au spectateur. Et il accorde les **Contes** à la Pasolini, payant au passage à Charlot un hommage qui compte parmi les meilleurs moments du film. Admirable enfin, l'Apocalypse finale, quand le Diable conchie littéralement le haut et le bas clergé — car ce Moyen Age pour avoir été crédule n'en était pas moins impie à bon escient —, qui montre que le septième Art peut égaler les plus grands tableaux de Breughel ou de Bosch, et qui rachète nombre des faiblesses du film.

Même s'il s'est laissé entraîner à des concessions commerciales propres à satisfaire la clientèle des sex-shops, il faut néanmoins savoir gré à Pasolini d'avoir rendu compte avec tant de talent de la liberté de ce monde où les tracts du Dr Carpentier étaient superflus...

THIERRY MORUS ■



## AVEC LES VŒUX DE BARROU

## ● Théâtre

## Une sélection

● 1789 « La révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur »

● 1793 « La cité révolutionnaire est de ce monde »

Des spectacles qu'il ne faut pas manquer. Le Théâtre du Soleil est l'entreprise qui, actuellement réussit le mieux à allier une théâtralité neuve et une visée politique authentiquement révolutionnaire.

(Cartoucherie de Vincennes 808.87.63.)

● LE PRINTEMPS DES BONNETS ROUGES

Un remarquable travail collectif : la révolte des Bretons contre l'Etat centralisateur et contre l'argent.

(Cartoucherie de Vincennes 328.36.36.)

● SAINTE JEANNE DES ABATTOIRS

L'opéra du capitalisme. Mise en scène spectaculaire. A voir assurément.

(T.E.P. 636.79.09)

● ANTIGONE de Bertolt Brecht

A l'Odéon la pièce devient un monument d'ennui : la Comédie Française impuissante à jouer Brecht.

(326.58.13)

● DANS LA JUNGLE DES VILLES

Pièce de jeunesse de Brecht difficile et ambiguë : « le combat spirituel, ça n'existe pas ».

(Mulhouse 3 janvier. Nice 23, 24 janvier.)

● LES IMMIGRES, de Jacques Kraemer

Pièce courageuse sur la condition des travailleurs immigrés.

(Théâtre populaire de Lorraine, 3 au 10, tournée en Lorraine 18-21 Grenoble 26-27 Sartrouville, 28 T.O.P., 29 Saint-Denis.)

● LES MISÉRABLES

Création collective d'après Victor Hugo. Les grands moments du roman mis en scène.

(Théâtre des Amandiers, 3 au 14 Lyon Théâtre du 8° ; 16 Nevers ; 19 Suresnes ; 20 Vitry.)

● MARCHANDS DE VILLES

Une dénonciation documentée de la mise en coupe réglée d'une ville par les spéculateurs de l'immobilier.

(Théâtre de l'Aquarium. Rennes 17-18, Yerres 23 déc., Mulhouse 11-12.)

● TOLLER, de Tankred Dorst

Une mise en scène épurée et pleine de talent de Patrice Chéreau. Une forme intéressante de théâtre populaire.

(5 au 27 Villeurbanne. T.N.P.)

● LE CID

Spectacle provocant et intelligent : en tous cas, un Corneille rajeuni.

(Théâtre de la Ville 887.35.39.)

● LE SOIR DES DIPLOMATES, de Romain Bouteille

L'humour de Romain Bouteille plus drôle et plus corrosif quand il s'exprime dans une pièce intelligemment construite.

Une très bonne équipe de jeu. (Poche Montparnasse LIT. 92.97.)

● LA CANTATRICE CHAUVRE ET LA LEÇON, d'Eugène Ionesco

Depuis 15 ans sans interruption les meilleurs crûs de Ionesco font toujours rire.

(Théâtre de la Huchette DAN. 38.99.)

● Arrabal. ILS PASSERENT DES MENOTTES AUX FLEURS.

Les fantômes de l'auteur : son père et la guerre d'Espagne.

(Palace théâtre PRO 44-37.)

● FRACASSE, de Serge Ganzl

Le roman de Théophile Gautier découpé par Serge Ganzl. L'histoire suscite le rêve d'un autre monde. Une mise en scène chaleureuse de Marcel Maréchal. Une troupe pleine d'entrain.

(Aubervilliers jusqu'au 7 janvier - 352.63.95 - Reims 12-13. Strasbourg 30-31.)

● OU BOIVENT LES VACHES, de Roland Dubillard

Humour, dérision, calembours, poésie : la culture contestée par elle-même.

(Théâtre Récamière LIT 63.81.)

● VICTOR OU LES ENFANTS AU POUVOIR

Vitrac emprunte les formes du théâtre bourgeois pour le faire exploser et avec lui la société qu'il exprime. Une très bonne représentation fermement soutenue par les comédiens qui l'ont interprétée à la Comédie de Caen. (Cyrano-Théâtre 700.91.89.)

# CETTE NUIT-LÀ LE PETIT JESUS ...



DÔB.

CETTE nuit-là, le petit Jésus fut appelé pour une urgence. C'était Noël. Dans le froid vif, il descendit du ciel avec sa sacoche en pressant le pas. Ce n'était pas la première fois qu'il devait ainsi descendre sur Terre au dernier moment, mais c'était la première fois qu'on l'appela pour sauver la France.

Pauvre France ! Ah, pauvre pays abandonné, malade, livré aux démons de la politique depuis la mort du général Place de l'Etoile.

Jésus pensait à tous les sauveurs qui s'étaient penchés successivement sur le moribond : Napoléon, Poincaré, Pinay, Pétaïn, Boulanger, et surtout l'incomparable Sainte Thérèse de Lisieux qui par ses seules prières et sans jamais quitter son carmel d'Isigny, avait sauvé la France du communisme du matin au soir et du soir au matin, et qui finalement était morte d'un flegmon...

Jésus tourna à droite et après avoir longé les grilles du parc pénétra dans le palais. Les fidèles l'attendaient dans le hall, impatients de servir le fils-sauveur, heureux de venir en aide au vieux pays. Quand Jésus parut, ils se précipitèrent : « Noël ! Noël ! Alléluia ! » Mais Jésus les calma d'un geste : « Stop ». Ils se calmèrent excepté Michel Debré que rien ne pouvait calmer, vous le connaissez.

Et le fils suprême parla :

— « Je ne fais pas de politique. Une grande idée me guide ; un grand dessin devant quoi toutes les considérations de personnes ou même de politiciannerie s'effacent. Mon idée est de rendre la France à son destin. Un point, c'est tout. Je vais former un gouvernement ».

Les fidèles subjugués jubilaient in petto. Michel Debré ne put s'empêcher de crier : « Napoléon ! De Gaulle ! Riche-lieu ! Petit Jésus ! Montjoie ! » et de sauter en l'air en faisant des claquettes avec ses pieds et frappant dans ses mains et disant encore : « Youppi ».

Jésus choisit alors ses disciples : Debré, gardien vigilant de l'héritage ; Foyer, ennemi juré du péché sous toutes ses formes ; Royer, maire de Tour, capitale du missel ; Massu ; Marcellin ; le fils de Gaulle (car comme son père, il avait déclaré : « Je ne

ferai en aucun cas la moindre carrière politique » et on tenait donc à l'avoir sous les yeux) ; Georges Pompi ; Claudius-Petit ; le cardinal Daniélou ; Jacqueline Baudrier ; Barjavel ; Jacques Paoli. Voilà. Ça faisait douze. Une innovation : pour la première fois une femme faisait partie des douze apôtres. C'est assez dire la volonté d'ouverture sur l'avenir et le monde moderne du fils suprême.

Maintenant, on avait perdu assez de temps. Il fallait gouverner. (Les cloches sonnaient : Minuit ! Sauveur ! Pax and pax and alleluia !). Le petit Jésus sauveur du monde enfila sa blouse blanche, se lava soigneusement les mains et pénétra dans la salle d'opération où le pays respirait faiblement sur son lit de douleur et survivait à coup de piqûres dans le cul. Jésus s'approcha et frémit :



— « Comme il est faible... Qui, mais qui a pu le mettre dans cet état ? »

Les disciples firent l'étonné : — « On sait pas mon Christ, il rentre comme ça tous les soirs ! »

— « Il va dans les cafés et sorties d'usines faire des discussions politiques ! »

— « Alors vous pensez, il rentre énévé ».

— « Il faut amputer » conseilla Marcellin.

— « C'est la fauté aux mauvaises pensées » trépignait Royer livide. (Foyer opinait rouge de honte d'avoir à évoquer ces choses-là). « Il faut enlever les parties honteuses si vous excusez la hardiesse du propos ».

— « Des coups de pied aux fesses, voilà ce que je dis ! » (c'était Massu).

— « Quant à moi hasarda Claudius-Petit, je pencherais pour ce qui est possible et pensable sans toutefois risquer d'agir en ne tenant pas compte du progrès dans l'ordre, d'une certaine manière, non ? »

— « Vous voulez que je lui parle dans les oreilles avec mon stéthoscope ? » demanda la mère Baudrier.

— « Peut-être en lui parlant de sa vieille mère ? » fit Barjavel.

— « Et du bonheur, poursuivait Paoli. Les petites choses de la vie : le petit

carré bleu de la lucarne dans le grand trou noir de la caca ! Il vaut mieux faire aujourd'hui une radio avec des cons que demain une radio par des socialistes ! »

Quand ils eurent tous donné leur avis, Jésus maître du monde balaya ce flot d'âneries d'un bon sourire et d'un revers de la main.

— « Rien de tout ça, dit-il. Le pays que vous avez sous les yeux, messieurs-dames, pour le remettre debout, je vais faire un miracle. Reculez-vous, faisez dêche ».

Ils reculèrent, saisis de crainte. Le bon Jésus tendit les bras en avant et dit « abracadabra » ou quelque chose comme ça. Une lueur surnaturelle emplissait la pièce tandis que les anges entonnaient « pax and pax and noël, alleluia » et que la garde républicaine jouait la Marseillaise (le refrain). Et le miracle se produisit : Le pays se leva sur son séant en frottant ses petits yeux malades.

— « Où suis-je ? » murmura-t-il.

Les assistants tombèrent à genoux en chantant les louanges de Dieu.

— « Tu es ici chez toi, peuple de France » dit doucement l'auteur de ce miracle hors du commun. « Cette maison est la tienne dont les intendants ici présents ont préservé la pérennité durant ta longue maladie... Les temps sont revenus de la prospérité et de l'optimisme sain. Noël alleluia, guigne and god for you, ah ! ah ! ah ! Et maintenant, au travail ».



Les ministres se leverent et entourèrent le malheureux convalescent. Il y avait tant de tâches urgentes à remplir pour que le redressement fût mené à bon terme !

— « Il faut préparer la défense ! »

— « Il faut éduquer les générations futures ! »

— « Il faut te mettre au boulot, j'ai le regret de te le dire. »

— « Il faut que je te parle » (C'était la mère Baudrier).

— « Héla, eh ! ho !, doucement ! » fit le pays. « Bas les pattes ! Je n'ai pas demandé à être sauvé. »

— « Quoi ? » firent-ils tous.

— « Je n'ai pas demandé à être sauvé, c'est clair : en tant que peuple, je n'ai pas besoin qu'on s'occupe de moi. »

— « On voit ce que tu veux dire par là. Serais-tu devenu anarchiste ? »

— « Par là, je veux dire que c'est les médecins comme vous qui fabriquent les malades. C'est vous qui m'avez mis par terre avec vos traitements et médicaments, vos ordres du jour, vos injonctions, potions, ponctions, élections, rations et parasites et même sales parasites, oui parfaitement. »

— « Attendez les gars » dit alors Pompi. « Ne mettez pas en cause l'acquis du redressement. Sachez vous y prendre. Un peuple, il faut savoir lui parler. T'as pas une cigarette pour moi, Paulo ? » (Il trouvait peuple d'appeler le peuple Paulo).

— « Non » répondit le peuple.

Le fils de Gaulle fit une dernière tentative :

— « Et moi, tu me reconnais, je suis le fils de Gaulle. Tu as confiance en moi ? Tu sais bien qu'il y a un vieux pacte entre toi et moi ! Eh, tu m'écoutes ? Française, Français, tu m'écoutes ? »

— « Non » répondit le peuple.

Alors on appela les infirmiers et le peuple, en moins de deux, fut ligoté sur son pieu avec des sangles bleu, blanc, rouge.

Le petit Jésus, dans un coin, pleurait à chaudes larmes.

Lorsque le malade fut endormi, les ministres s'en allèrent sur la pointe des pieds, en commentant les derniers événements.

— « A son réveil, il faudra lui couper les couilles » dit Massu.

Et paf ! il tapait dans ses mains.

— « Vous avez raison, bien que je ne sois pas d'accord sur le vocabulaire » répondait Foyer en rougissant légèrement « mais, que voulez-vous, dans une majorité, il peut exister des divergences de vue. L'essentiel, c'est d'être d'accord sur l'essentiel. »

— « Vous avez bien raison de faire ce qui doit être fait » remarqua Claudius-petit.

Alors le petit Jésus remonta au ciel tristement tout seul après avoir déposé dans le soulier du peuple une augmentation de 0,4 % des retraites vieillesse en trois paliers d'ici la fin juin.

Jacques BERTIN ■